

#54

prix 1,50 euro | 55e année | oct-nov 2011

BELGIE-BELGIQUE
P.B. 1/9352
BUREAU DE DÉPÔT
BRUXELES 7
P006555
OCT-NOV 2011

la gauche



Banquiers BANDITS!

- 3 édito par Celine Caudron
- 4 Banques : un effet domino dans l'UE? par Eric Toussaint
- 7 Succès des conférences avec François Chesnais par Collectif
- 8 La lutte contre la dette illégitime, un levier anticapitaliste par Daniel Tanuro
- 10 A l'approche des élections sociales, les licenciements "sauvages" pleuvent par Guy Van Sinoy
- 11 La grève chez GSK. Quand les patrons sont le dos au mur par Correspondant
- 12 Une réforme de l'Etat lourde de dangers par Thierry Pierret
- 14 Etats-Unis : Occupy Wall Street par Cinzia Aruzza
- 15 Politique et antipolitique par Erin Chun
- 17 Palestine: S'indigner du prix des logements sans dénoncer l'occupation des territoires? par Mark Weston
- 18 Fukushima six mois après par Martin Laurent
- 20 Les politiques à la solde d'Electrabel par Daniel Tanuro
- 22 Une rivière de bénéfiques par Louis Verbeyden
- 23 Mobilisation antinucléaire : ce n'est qu'un début, le combat continue par Louis Verbeyden et Rédaction
- 24 Pakistan : Un an après les inondations, le combat des femmes par Bushra Khaliq
- 26 Quatrième Internationale. Un camp international très réussi par Esteban et Martin
- 26 Visitez notre site! par Rédaction
- 27 Pour la liberté d'expression! par Guy Van Sinoy

cover / back cover
photomontage: Little Shiva



Ont contribué à ce numéro:
Cinzia Aruzza, Céline Caudron, Erin Chun, Correspondants, Pierre Denoël, Esteban, Bushra Khaliq, Martin Laurent, Thierry Pierret, Little Shiva, Eric Toussaint, Daniel Tanuro, Guy Van Sinoy, Louis Verheyden, Mark Weston.

La Gauche est le journal bimestriel de la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR), section belge de la Quatrième Internationale.

Les articles signés n'engagent pas forcément la rédaction.

Adresse et contact: 20, rue Plantin 1070 Bruxelles, info@lcr-lagauche.be

*Tarifs et abonnements:
1,5 € par numéro; 8 € par an étranger: 18 € par an*

A verser sur le n° de compte de la Formation Léon Lesoil 20 rue Plantin, 1070 Bruxelles n° 001-0728451-57 IBAN BE09 0010 7284 5157 BIC BNP Paribas Fortis: GEBABEBB mention "La Gauche"

La Gauche est éditée par la Formation Léon Lesoil e.r.A.Riera

Formation
LEON LESOIL

www.lcr-lagauche.be

De Dexia à Arcelor: nationaliser sans rachat!

par Céline Caudron

Le gouvernement en affaires courantes a décidé de "sauver" Dexia en rachetant 100% de Dexia Banque Belgique pour un montant de 4 milliards €. De plus, l'ensemble des titres bancaires spéculatifs (dette grecque, italienne, prêts à long terme, etc.) est placé dans une "banque résiduelle" (en clair une banque pourrie!) pour laquelle l'Etat apporte une garantie de 54,45 milliards € (15% du PIB belge!) Selon Didier Reynders, ministre des Finances, le prix payé par l'Etat fédéral est "raisonnable."

Trois ans plus tôt le même Reynders prétendait qu'en rachetant 100% de Fortis "l'Etat allait y gagner." Coût total des opérations: 15,2 milliards € (auxquels il faut encore ajouter quelque 5 milliards € apportés à KBC et à Dexia pour les renflouer). En février 2009, l'Etat cédait 75% de Fortis (qui lui avaient coûté 7,05 milliards € en octobre 2008) contre des actions BNP Paribas pour une valeur de 2,6 milliards €. En quelques mois, au lieu "d'y gagner," l'Etat fédéral a donc perdu près de 4,5 milliards €.

Dans le cas de Dexia, la situation risque d'être encore plus grave. Car le Crédit communal était la banque des communes. Avec la privatisation du Crédit communal, le holding communal (qui regroupe les communes actionnaires) est devenu propriétaire de 14,14% du groupe Dexia. Aujourd'hui, ce holding est menacé de faillite car il est devenu propriétaire de 14,14%... de la banque pourrie! Les communes qui détiennent des parts de DEXIA et qui comptaient sur un dividende pour équilibrer leur budget peuvent faire une croix dessus. De surcroît, une faillite du holding communal mettrait certaines communes au bord du gouffre. Des écoles, des crèches, des CPAS, des hôpitaux, tout un réseau d'infrastructures au service de la population et les emplois qu'il génère sont donc menacés.

Privatiser les bénéfiques et socialiser les pertes! Voilà le credo des gouvernements en Europe. Les placements spéculatifs à risque



effectués sur les marchés internationaux par les dirigeants du groupe Dexia ont un caractère immoral car il s'agissait bien souvent de profiter de la détresse de la population de pays précarisés, tels que la Grèce, pour engranger de juteux profits. L'indemnisation des gros actionnaires, lors du rachat de 4 milliards €, est doublement immorale car elle transfère sur le budget public une dette générée par un groupe privé.

Il est difficile d'estimer avec précision l'aggravation de la dette publique belge à la suite du rachat de Dexia et des garanties données sur la banque pourrie. Mais les chiffres du passé donnent une indication. En 2007, avant le "sauvetage" de Fortis, KBC et Dexia, la dette publique s'élevait à 84,2% du PIB. En 2009, elle était passée à 96,2% du PIB. Car bien entendu l'Etat ne disposait pas de cash et a dû emprunter auprès des banques, avec intérêts, et alourdir ainsi le poids de sa dette.

Ainsi, ce ne sont pas seulement les infrastructures au service de la population, des communes et des institutions locales qui risquent de devoir faire les frais de la folie des spéculateurs. C'est l'ensemble de la population qui, demain, devra éponger les dégâts par une hausse de la fiscalité,

une réduction drastique des dépenses publiques, un blocage (voire une baisse) des salaires, un allongement de la carrière, une baisse des allocations de chômage et des pensions, une coupe dans les dépenses de soins de santé,...

Dans le même temps, alors que nous bouclons cette édition, Arcelor Mittal annonce la fin de toute la phase à chaud à Liège. Au-delà des différences de situation, c'est la même logique capitaliste de privatisation des bénéfiques et de collectivisation des pertes qui est à l'œuvre.

C'est inacceptable. Un changement de cap radical est nécessaire, sans quoi nous retournerons tout droit au 19e siècle.

Au lieu de faire payer la dette à la population, il faut exiger l'ouverture des livres de compte et annuler les dettes illégitimes. Au lieu de racheter Dexia sans nationaliser, il faut nationaliser Dexia sans indemniser les gros actionnaires. De plus, ceux-ci doivent rembourser les 3 milliards d'euros qui leur ont été octroyés par l'Etat en 2008 et garantir les titres douteux qu'ils ont achetés dans le passé et qui stagnent aujourd'hui dans la banque pourrie. Au lieu de ramper devant Mittal, il faut saisir tous ses avoirs en Belgique. ■

Banques: un effet domino dans l'UE?

↳ par Eric Toussaint*

En septembre 2011, devant l'ampleur des menaces qui pèsent sur l'ensemble du secteur financier privé confronté aux effets de sa politique aventuriste, les banques centrales d'Europe occidentale (Banque centrale européenne, Banque d'Angleterre et Banque de Suisse) et la Réserve fédérale des Etats-Unis ont pris une mesure d'exceptionnelle importance: elles mettent à disposition des banques privées toutes les liquidités nécessaires pour une période supérieure à trois mois afin de permettre aux organismes financiers de passer le cap de l'année 2011.

C'est dire à quel point les gouvernants et les grands argentiers publics ont peur de ce qui peut arriver. Les banques euro-

Les pouvoirs publics à la rescousse

Dans l'UE, les banques centrales et la BCE ne peuvent pas prêter d'argent aux pouvoirs publics, qui doivent donc se financer auprès des banques et autres investisseurs institutionnels. Le secteur privé est donc supposé capable de financer seul les besoins des pouvoirs publics, des entreprises et des ménages.

Les banques privées européennes se financent de cinq manières: **1.** elles empruntent aux autres banques; **2.** elles empruntent aux ménages qui déposent en banque leurs liquidités; **3.** elles empruntent aux entreprises non financières; **4.** elles empruntent aux money market funds des Etats-Unis (qui empruntent eux-mêmes auprès de la Réserve fédérale); **5.** elles

tiellement auprès des banques centrales, c'est-à-dire des pouvoirs publics. Ceux-ci apparaissent de plus en plus clairement comme le prêteur principal en premier et en dernier ressort.

Angoisse à la BCE

Ce n'est pas tout. La BCE a poursuivi sa politique de rachat massif, sur le marché secondaire de la dette, de titres italiens, espagnols, grecs, portugais et irlandais. Entre le 8 août 2011 et le 12 septembre 2011, elle en a acheté pour 77 milliards d'euros, dont 40 milliards de titres italiens². L'objectif est double: **1.** délester les banques privées d'Europe occidentale qui ont acheté à tour de bras des titres de la dette de ces pays; **2.** essayer d'éviter que l'Italie et l'Espagne se retrouvent dans la situation de la Grèce, de l'Irlande et du Portugal qui, à cause des taux d'intérêt qui ont explosé, ne peuvent plus emprunter sur les marchés au-delà d'un an.

Les besoins d'emprunt de l'Italie d'ici juillet 2012 s'élèvent à 300 milliards d'euros et ceux de l'Espagne à 80 milliards. Si ces pays devaient renoncer à emprunter sur les marchés financiers à cause de taux trop élevés, le Fonds européen de stabilité financière (FESF) ne disposerait pas des moyens suffisants pour répondre à leurs besoins... De plus, le FESF est un instrument très peu pratique: la décision prise le 21 juillet d'augmenter son volume d'intervention et de lui permettre de racheter des titres sur le marché secondaire ou d'injecter du capital dans des banques défaillantes doit être ratifiée par les 17 parlements de la zone euro. Dix semaines plus tard, le processus de ratification n'est pas terminé.

Depuis le 21 juillet, la crise s'est encore accentuée: les Bourses ont continué à être très instables; la croissance économique a fléchi, même en Allemagne; la chute de la production et de la consommation en Grèce s'est aggravée; le chômage augmente presque partout; les recettes fiscales baissent; la possibilité de nouvelles faillites d'institutions financières privées est dans tous les esprits.

empruntent aux banques centrales.

Or, le marché interbancaire s'est rétréci comme peau de chagrin car les banques doutent les unes des autres tant elles ont d'actifs toxiques; les dépôts des ménages ne sont pas extensibles et, plus grave, si les ménages perdent confiance, ils risquent de se ruer vers les guichets pour retirer leur argent; des entreprises non financières retirent leurs liquidités³; les money market funds ont largement fermé le robinet à partir de juin 2011. Du coup, les banques privées se financent essen-

peennes qui empruntaient à court terme en dollars auprès des money market funds états-uniens ont vu se fermer le robinet. Il a fallu que les banques centrales prennent la relève sous peine d'assister à un possible krach d'organismes comme BNP Paribas, Dexia, la Société générale, le Crédit Agricole, Natixis pour ne parler que de quelques banques françaises et belges. La faillite virtuelle de Dexia montre que cette mesure ne suffit pas à résoudre le problème. Dexia n'est peut-être que le premier domino à tomber en ce quatrième trimestre 2011.

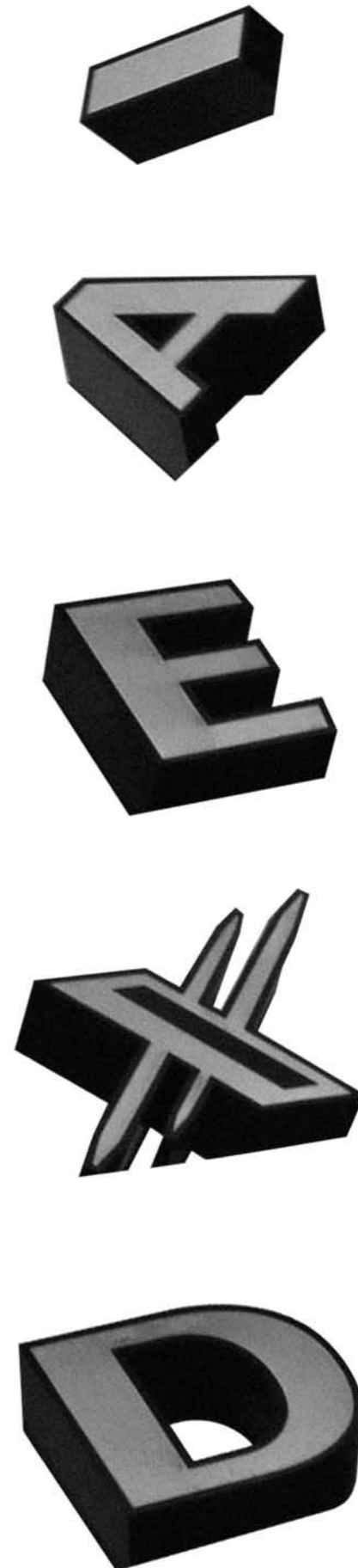
L'Europe prise à son propre piège

Les gouvernements sont pris à leur propre piège: lors de la création de l'UE, ils ont décidé que la BCE et les banques centrales n'avaient pas le droit de prêter directement aux Etats. Ceux-ci doivent se financer auprès des institutions privées (banques, assurances, fonds de pensions...). Si la BCE et les banques centrales pouvaient prêter aux pouvoirs publics comme le fait la Réserve fédérale des Etats-Unis, la crise de l'UE serait atténuée. Sans prendre les USA pour modèle, il faut signaler que la Fed a acheté au Trésor des titres de la dette publique pour un peu plus de 1700 milliards de dollars, dont 900 milliards depuis la faillite de Lehman Brothers en septembre 2008³.

D'autres caractéristiques de l'UE renforcent la crise. Le budget de l'Union est minuscule et les transferts fiscaux en faveur des économies les plus faibles sont très limités. Si les Etats-Unis étaient régis par les mêmes contraintes et que les transferts du budget fédéral vers les Etats membres étaient aussi faibles que dans l'UE, une dizaine d'Etats seraient dans la même situation que la Grèce ou le Portugal: la Virginie, le Maryland, le Nouveau Mexique, la Floride...

Les gouvernements des principaux pays s'opposent sur les politiques à suivre. Le gouvernement allemand est favorable à une réduction plus importante de la valeur des titres grecs dans les bilans des banques privées qui les détiennent tandis que le gouvernement français fait pression pour qu'on s'en tienne à la décote de 21% acceptée le 21 juillet. De son côté, le gouvernement britannique campe sur des positions autonomes. Trop heureux de ne pas être entré dans la zone euro, il peut jouer sur le taux de change de la livre sterling. Alors que la dette publique de la Grande Bretagne est bien plus élevée que celle de l'Espagne, le gouvernement britannique dispose d'une marge de manœuvre beaucoup plus importante que le gouvernement espagnol.

Le gouvernement britannique s'oppose par ailleurs aux autres en ce qui concerne la proposition d'une taxe sur les transactions financières. Si elle voit le jour, il est probable qu'elle ne sera appliquée que par les Etats membres de la zone euro. La résistance du gouvernement britannique ne s'arrête pas là: il envisage sérieusement de porter plainte contre la BCE pour entrave à la libre circulation des capitaux! En effet, la BCE veut que les



entreprises financières par lesquelles passent d'importantes transactions en euro soient domiciliées dans la zone euro, ce qui va à l'encontre des intérêts du paradis fiscal qu'est la City de Londres⁴.

Alternative anticapitaliste urgente

L'expérience de 2007-2008 n'a absolument pas amené les gouvernements à imposer des règles prudentielles strictes. Or, il s'agit de prendre des mesures pour empêcher les institutions financières de continuer à nuire. Il est nécessaire de traduire en justice les autorités publiques et les patrons d'entreprises responsables directs ou complices actifs des débâcles boursières et bancaires. Dans l'intérêt de l'écrasante majorité de la population, il est urgent d'exproprier les banques et de les mettre au service du bien commun en les nationalisant et en les plaçant sous le contrôle des travailleurs et des citoyens. Non seulement il faut se refuser à une quelconque indemnisation des grands actionnaires, mais il convient en outre de récupérer sur leur patrimoine global le coût de l'assainissement du système financier. Il s'agit également de répudier les créances illégitimes que les banques privées réclament aux pouvoirs publics.

Il faut bien sûr adopter une série de mesures complémentaires: contrôle des mouvements de capitaux, interdiction de la spéculation, interdiction des transactions avec les paradis fiscaux et judiciaires, mise en place d'une fiscalité qui a pour objectif l'établissement de la justice sociale... Dans le cas de l'Union européenne, il convient d'abroger différents traités dont ceux de Maastricht et de Lisbonne. Il faut aussi modifier radicalement les statuts de la Banque centrale européenne. Alors que la crise n'a pas encore atteint son apogée, il est grand temps de prendre un tournant radical afin de donner une issue anticapitaliste aux convulsions bancaires et boursières. ■

* Cet article complète la série "Dans l'œil du cyclone: la crise de la dette dans l'Union européenne" publiée en sept parties sur www.cadtm.org. Version raccourcie et légèrement remaniée par la rédaction. Intertitres de la rédaction.

1 Siemens a retiré 500 millions d'€ de la Société Générale pour les déposer à la BCE www.lepoint.fr
2 Financial Times, 23 septembre 2011
3 Financial Times, 23 septembre 2011
4 Financial Times, 14 septembre 2011



Chypre et l'Italie cherchent à éviter la Troïka

La crise de la dette dans la zone euro a fait en juillet 2011 une nouvelle victime dont la grande presse et les dirigeants de l'UE ont très peu parlé. Il s'agit de Chypre dont les banques sont touchées directement par la crise grecque. Une raison majeure du silence autour de Chypre est que ce pays essaye de se passer de l'aide de la Troïka (Commission européenne, BCE et FMI) en négociant avec la Russie un prêt de 2 milliards d'euros. Le gouvernement italien cherche lui aussi à éviter de passer sous les fourches caudines de la Troïka: Rome fait la cour à la Chine pour qu'elle augmente ses achats de titres italiens. ■

Les pertes de Dexia collectivisées: au moins deux milliards!

Dexia en faillite début octobre 2008 a été renflouée par l'action conjointe des gouvernements français, luxembourgeois et

belge. Ce sauvetage coûteux pour les Etats et les collectivités locales a laissé intacte la structure de direction et le fonctionnement de cette banque privatisée au cours des années 1990. Le ministre Reynders affirme que l'opération a été profitable pour les finances publiques. Ce n'est pas l'avis du Prof. Mikael Petitjean. Au cours de la leçon inaugurale de l'UCL-Mons, sur le thème "Finance, éthique et politique: pour le meilleur et pour le pire," le Prof. Petitjean a donné les chiffres: l'Etat a dû acheter des actions au cours moyen de 9,9 € pour un total de 2,2 milliards. L'action s'échangeait début octobre à 1,5 €. Perte pour la collectivité: près de deux milliards. Plus 5 milliards chez BNP-Paribas-Fortis. Conclusion du prof: "nous avons assisté au scénario inacceptable de privatisation des gains et de socialisation des pertes." Allo, Didjé? pourquoi tu tousses? ■

Tout va très bien, Madame la marquise...

En septembre 2011, près de la moitié de la dette publique de l'eurozone (qui totalise 6500 milliards €) est passée dans la catégorie à risque élevé. La nouveauté c'est que la dette publique de la Belgique est dorénavant considérée par les marchés financiers comme à risque élevé. La dette

publique belge représente 5% de la dette publique de l'eurozone, la Grèce représente 4%, le Portugal 2%, l'Irlande 1%, l'Espagne 9% et l'Italie... 26%! (*Financial Times*, 28/9/2011). ■

7,6 milliards de baisse d'impôts pour les entreprises

Le taux d'imposition normal pour les entreprises est de 33,99% sur les bénéficiaires. Du moins en théorie. Car en 2009, grâce à toute une série de dispositifs fiscaux permettant de faire baisser la base imposable (notamment les intérêts notionnels), le taux réel moyen à l'impôt des sociétés s'est élevé à 11,8%. Ce taux réel est en chute libre car en 2001 il était encore de 19,9%. Mais en euros, me direz-vous, cela représente combien?

C'est bien simple. Le résultat positif de l'ensemble des entreprises du pays s'élevait à 93.956.000.000 € (93,956 milliards €) l'impôt moyen de 11,8% a rapporté 11,086 milliards €. Si le taux réel avait le même qu'en 2011, cela aurait rapporté 7,6 milliards € de plus. Et si, pour l'année 2009, le taux réel correspondait à celui qui figure dans la loi (33,99%), cela aurait rapporté 20,848 milliards de plus. Ce chiffre ça ne vous dit rien? Mais si bien sûr! C'est justement le montant du plan d'austérité qui s'annonce... ■

Les profits avant l'emploi!

Chez Astra Zeneca, une entreprise pharmaceutique basée à Uccle, 80 emplois passent à la trappe. Ce groupe pharmaceutique emploie 350 personnes en Belgique et au Grand-Duché de Luxembourg. Dans le monde, il occupe 60.000 travailleurs et a dégagé un chiffre d'affaires de plus de 23 milliards d'euros en 2009. Selon un secrétaire de la CSC, "Il s'agit du même problème que pour Pfizer, des médicaments sont en fin de brevet et vont tomber dans le domaine public et être copiés par des génériques." Autrement dit, les travailleurs sont sacrifiés sur l'autel du profit.

Chez Pfizer 167 emplois seront supprimés d'ici 2012 pour les mêmes raisons. ■

Succès des conférences avec François Chesnais

par l'équipe du tour Chesnais

Les 29 et 30 septembre, le groupe hennuyer de la Formation Lesoil organisait dans nos régions quatre rencontres avec François Chesnais, autour de son livre *Les dettes illégitimes - Quand les banques font main basse sur les politiques publiques*.* Au cours de ces rencontres, François Chesnais, économiste, professeur émérite de l'université de Paris Nord, a pu exposer son analyse de la crise de la dette successivement à des militants de la FGTB de Charleroi et du Centre, puis, en soirée à Mons, au cours d'une conférence unitaire co-organisée par un large panel d'associations (les Amis du Monde Diplomatique, la FGTB Mons-Borinage, l'Asbl Borinage 2000, le CADTM, le CNCI avec l'opération 11.11.11., FINANC'éthique Mons, la LCR/La Gauche, le groupe local du mPOC, le PAC Mons-Borinage). La tournée s'est clôturée par une formation de haut niveau sur le thème "Capitalisme, capital financier et dettes publiques dans l'analyse marxiste." Quelque 180 personnes ont participé à l'une ou l'autre de ces rencontres.

En organisant cette tournée en collaboration avec différents partenaires, syndicaux et associatifs, le groupe hennuyer de la Formation Lesoil a souhaité que des publics aussi différents que possible puissent se familiariser avec l'analyse marxiste de la dette, en particulier avec les idées de "dettes illégitimes," de moratoire et d'audit citoyen sur les dettes. On constate en effet un certain désarroi des mouvements sociaux, notamment des syndicats, face au discours dominant, sur le thème "la dette est là parce qu'on vit au-dessus de nos moyens."

Comme l'a dit Thibaut Molinero au cours de la conférence de presse de présentation de la tournée, "Le destin qui semble scellé désempare complètement la résistance sociale. En effet, nous avons peur du lendemain, de la faillite, d'une crise européenne qui dure, de la sortie de l'Euro, du chaos annoncé si chaque citoyen ne fait pas d'effort. Cela désarme le mouvement

syndical ainsi que la révolte de chacun de nous. Il est très facile d'étourdir notre analyse par les mécanismes complexes de la finance. Nous laissons donc l'analyse aux mains des "compreneurs" de la classe des financierocrates. Mais ces mécanismes peuvent être simplifiés et rendus accessibles à tous. Derrière les termes techniques et financiers, se cache en fait le vrai débat qui, lui, est politique et social."

En tout, cent quatre-vingts personnes ont participé aux rencontres. Le CADTM a été associé aux trois premières de celles-ci. Sa représentante, Virginie de Romanet, a présenté diverses expériences de contestation de la dette, principalement celles de l'Equateur et de la Grèce.

A l'occasion de cette tournée, le groupe hennuyer de la Formation Lesoil a édité un dossier reprenant des articles de fond de divers auteurs. Les noms de François Chesnais, Isaac Johsua, Claudio Katz, Georges

intéressées peuvent se le procurer au prix de 3 Euros auprès des militant(e)s de la LCR.

En dépit de certaines difficultés, les militant(e)s tirent un bilan positif de cette tournée qui a permis de mettre en débat une problématique nouvelle dans le mouvement ouvrier. D'autre part, à l'interne, le groupe hennuyer de la Formation Lesoil se félicite du fonctionnement collectif mis en œuvre et qui a permis l'implication créative de chacun(e), en fonction de ses disponibilités. ■

* Ed. *Raisons d'agir*



François Chesnais et camarades

photomontage: Little Shiva / photo de groupe par Pierre de Noël / photo de François Chesnais: http://centrodelect.blogspot.com

image: Little Shiva

La lutte contre la dette illégitime, un levier anticapitaliste

✦ par Daniel Tamuro

Le sentiment que 'le système' est injuste et irrationnel est très répandu, surtout depuis 2008. Le monde du travail ne croit plus au "théorème de Schmidt" ("les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain.") Mais l'idée domine qu'il n'y a malheureusement pas d'alternative dans le contexte de la mondialisation. Ouvrir une brèche dans ce fatalisme pourrait conduire très vite à un changement important des rapports de forces. Mais comment et où agir? La lutte contre les dettes illégitimes constitue un levier.

Henri Wilno, dans un texte récent, situe bien le problème auquel les anticapitalistes sont confrontés: "Deux écueils guettent les forces de contestation radicale du système:

- Le premier serait de prendre le monde à témoin de l'irrationalité du capitalisme, d'élaborer des propositions alternatives techniquement argumentées et de croire qu'elles s'imposeraient par la force des idées et la pédagogie (...)
- La seconde serait de se borner à des dénonciations générales du capitalisme et à appeler à son renversement comme seule solution, en se désintéressant, voire en dénonçant comme réformistes ou opportunistes les idées contestataires qui circulent dans la société."

La difficulté de la situation est en effet la suivante: des solutions anticapitalistes très radicales sont absolument indispensables, mais le niveau de conscience est fort bas et les rapports de forces sociaux sont franchement mauvais.

Comment faire ?

Il ne peut être question de résoudre cette difficulté en rabaisant le programme: les révolutionnaires doivent dire ce qui est. Ils doivent avancer un ensemble de revendications qui donne une réponse cohérente à la situation, et pointe en direction de la

nécessaire destruction du capitalisme.

La Gauche a tenu le drapeau de

l'anticapitalisme quand d'autres pensaient plus réaliste de se contenter d'anti-néolibéralisme.

Nous avons bien fait. Cet anti-néolibéralisme qui ne voulait s'en prendre qu'aux "excès" du capitalisme ne pouvait finir que dans l'actuel aplatissement social-démocrate face aux marchés financiers. Mais nous ne sommes pas contre les réformes. Nous soutenons tout pas en avant qui permet de créer une dynamique de lutte et d'entamer la toute-puissance du capital.

L'antinéolibéralisme ayant perdu toute crédibilité comme voie alternative à l'anticapitalisme, nous n'avons aucun complexe à reprendre le flambeau de la lutte pour des réformes antinéolibérales, mais à notre manière: **1.** en les inscrivant dans notre perspective stratégique; **2.** en en faisant des enjeux de la lutte de classe. Car tout dépend de cela: la construction de rapports de forces!

Dans cette approche, la dynamique est le facteur clé: nous soutenons des réformes qui créent une dynamique, pas celles qui dévient de la trajectoire. La création d'une banque publique sur le modèle de la CGER, par exemple, n'est pas une bonne revendication, selon nous, car elle contourne l'enjeu clé: l'expropriation de la finance. Mais prenons un autre exemple, positif celui-là: face au chômage, nous sommes pour l'interdiction générale des licenciements par la mutualisation des coûts au sein de la classe capitaliste. Cette mesure est absolument nécessaire. Cependant, nous soutiendrons à fond une lutte décidée pour

l'interdiction des licenciements dans les seules entreprises qui font des profits, car ce serait un pas en avant important dans la bonne direction.

En théorie, c'est simple: nous gardons le drapeau de l'anticapitalisme en évitant le maximalisme abstrait. Dans chaque situation, nous distinguons soigneusement le programme anticapitaliste et la manière "d'amorcer la pompe." Nous articulons la propagande (beaucoup d'idées pour un petit nombre) et l'agitation (peu d'idées pour le grand nombre). C'est indispensable pour ne pas nous isoler de ce qui bouge à gauche dans le mouvement social, sous l'impact de la crise. En pratique, ce n'est pas toujours facile: les questions tactiques sont compliquées, par définition...

Où agir ?

Où peut-on le mieux tenter de contribuer à "amorcer la pompe"? La situation actuelle est dominée par la dite crise financière. Celle-ci est devenue une crise des dettes publiques, parce que les banques ont été renflouées avec l'argent de la collectivité (230 milliards d'Euros dans l'Union Européenne) qui a de plus investi massivement dans des "plans de relance." Pour combler le trou, l'UE et les gouvernements massacrent les acquis sociaux à la tronçonneuse. La dictature du capital financier apparaît donc au grand jour. C'est un scandale qui alimente un énorme sentiment de révolte et d'indignation populaire. En servant de prétexte pour une austérité de cheval, la collectivisation des dettes privées met en lumière **1.** la nature de classe des politiques, **2.** la collusion entre les Etats et les banques, **3.** la nature de l'UE, **4.** le mythe de la "démocratie parlementaire bourgeoise."

Nous devons partir de là. Avancer des réponses à la crise de la dette, y lier des revendications pour "refonder la démocratie" par en-bas, et tirer sur le fil pour amener les trois autres dimensions majeures d'une alternative anticapitaliste globale: **1.** la lutte contre le chômage, **2.** la redistribution radicale des revenus, **3.** la lutte contre le changement climatique, pour que l'énergie soit un bien commun.

La dette publique est un moyen de transfert des richesses du travail vers le capital. Toutes les dettes publiques sont par conséquent illégitimes, raison pour laquelle nous sommes pour leur répudiation. Mais certaines dettes sont particulièrement illégitimes, au point de l'être au sens de l'économie politique et du droit international. Sur base de son expérience au Sud, le CADTM propose le moratoire sur la dette et un audit par les mouvements sociaux, visant à déterminer la part des dettes particulièrement illégitimes. Dans le contexte ultra-défensif actuel, cette revendication a plusieurs avantages:

- elle met le doigt sur un vol manifeste et en souligne le caractère révoltant en s'appuyant sur le concept reconnu d'illégitimité de la dette;
- elle démasque l'hypocrisie des gouvernements impérialistes, qui utilisent ce concept pour annuler des dettes publiques quand ça les arrange (dette "odieuse" de l'Irak, par exemple);
- elle lie concrètement l'indignation sociale face aux inégalités, d'une part, et l'indignation politique face aux partis et

aux gouvernements, d'autre part;

- elle centralise cette indignation, la politise et lui donne une dynamique démocratique, anticapitaliste et internationaliste (au niveau européen mais aussi face au Sud), alternative à la démagogie populiste;
- par sa dimension citoyenne (mobilisation de la population par les syndicats et les associations), elle répond à la volonté populaire de se réappropriier la politique et la démocratie, tout en s'inscrivant dans la tradition du contrôle ouvrier.

La dénonciation des dettes illégitimes constitue un excellent levier pour ouvrir une brèche dans l'austérité. Prétendre qu'on n'aurait pas besoin de ce levier, que la masse des exploité(e)s serait prête à exiger directement la répudiation pure et simple de toutes les dettes, c'est prendre ses souhaits pour des réalités. C'est prendre une posture radicale, pas être radical en pratique.

Conclusion

En cette rentrée sociale, les militant-e-s anticapitalistes ont tout à gagner à mener une agitation simple et percutante centrée sur deux points clés: **1.** la lutte la plus large et la plus déterminée pour le rejet pur et simple de toutes les mesures d'austérité contre le monde du travail. Face à un Di Rupo qui marche sur les traces de Papandreou, face à un Javeau qui se démasque comme néolibéral vert (pâle), les syndicats doivent choisir leur camp: celui de leurs affilié(e)s. Il faut un plan d'action précis, tous ensemble, jusqu'au retrait des mesures, et placer ce plan dans la perspective d'une indispensable grève européenne contre les diktats de la troïka (FMI, BCE, Commission). **2.** une vaste campagne unitaire en faveur d'un moratoire et d'un audit citoyen sur la dette. Pour les syndicalistes, cette campagne, si elle est menée avec simplicité et en profondeur dans les entreprises, les quartiers, les associations, pourrait contribuer de façon décisive à modifier les rapports de forces... C'est ce que 'l'opération vérité' a permis de faire avant la grève de 60-61, en dénonçant la responsabilité des holdings dans le déclin structurel de l'économie et de l'emploi. Aujourd'hui comme hier, le point de départ, c'est d'oser dire la vérité: "Cette dette n'est pas la nôtre! Nous ne la paierons pas!" Le scandale DEXIA offre une opportunité concrète. Saisissons-la! ■

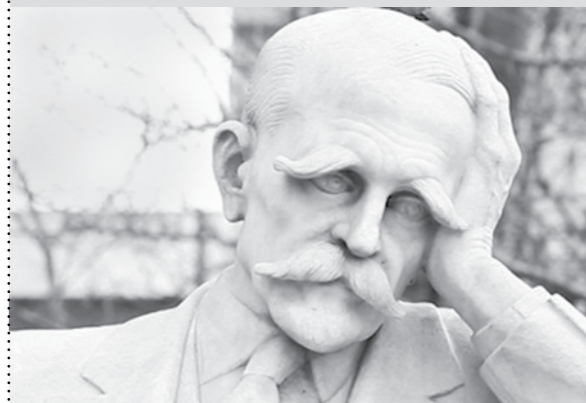
1 Voir sur ESSF: Face aux derniers soubresauts de la crise: quelques éléments d'analyse.

Faux débats

Soutenir la revendication d'un audit citoyen et syndical sur les dettes n'implique pas d'admettre que les dettes qui ne sont pas "illégitimes" au sens du droit international devraient être remboursées. Il s'agit au contraire, pour nous, d'amorcer la pompe de la mobilisation et de la radicalisation qui peut seule mettre à l'ordre du jour concret l'annulation pure et simple de toutes les dettes. La démarche est en fait celle du contrôle ouvrier: quand des travailleurs exigent l'ouverture des livres de compte d'une entreprise en faillite, pour faire la lumière sur des manœuvres patronales louches, seul un pédant pourrait les accuser de cautionner ainsi l'exploitation capitaliste "légitime."

Il serait absurde d'opposer l'audit/annulation aux revendications pour "prendre l'argent où il est." En effet, à quoi bon "prendre l'argent où il est" pour rembourser 22 milliards de dettes illégitimes? Les deux revendications sont complémentaires. L'annulation des dettes crée les conditions pour que l'argent pris "là où il est" aille "là où il doit aller," c'est-à-dire au refinancement du secteur public afin de satisfaire les besoins sociaux et environnementaux, ainsi qu'à la restauration d'une protection sociale digne de ce nom.

Il serait absurde également d'opposer l'audit/annulation à la nationalisation du crédit. En réalité, la lutte autour de l'audit augmentera la légitimité de la nationalisation **1.** parce que les banques tenteront de la saboter, **2.** parce que l'audit lui-même, s'il est réalisé, mettra en pleine lumière les méthodes de bandit par lesquels le capital financier pille la collectivité avec la complicité des gouvernements. En particulier, il montrera que les banques ont prêté aux Etats du capital fictif, généré par les ventes à découvert, c'est-à-dire de l'argent qu'elles n'avaient pas. (DT) ■



A l'approche des élections sociales

Les licenciements "sauvages" pleuvent

par Guy Van Sinoy

Les prochaines élections sociales se dérouleront du 7 mai au 20 mai 2012. A l'approche de cette période cruciale pour le renouvellement des délégués du personnel dans les Conseils d'Entreprise et les CPPT, des licenciements "sauvages" de délégués pleuvent.

La loi sur le contrat de travail (1978) permet à un employeur de mettre fin "normalement" (c'est-à-dire avec un préavis) à un contrat de travail à durée indéterminée essentiellement pour deux motifs: soit le ou la travailleuse ne convient pas (mais c'est pour cela qu'il existe une période d'essai), soit parce qu'il n'y a plus assez de travail. En dehors de ces motifs, et hormis le cas d'une faute grave (qui doit d'ailleurs être reconnue par le tribunal du travail) tout autre licenciement doit être considéré

comme abusif

et donner lieu à des indemnités qui s'ajoutent au préavis. A l'approche des élections sociales, pas mal d'entreprises abusent cependant de la loi pour se débarrasser de travailleurs et de militants combattifs, des deux sexes. Voici deux cas.

Giuseppe chez Auto 5

En décembre 2010, un travailleur d'Auto 5 Waterloo dépose plainte pour harcèlement. A la pause de midi, un collègue avait, par jeu, fait éclater une bouteille en plastique qui l'avait réveillé en sursaut alors qu'il faisait la sieste. Le conseiller en prévention établit un rapport qui conclut à des faits de harcèlement. Giuseppe Di Verde, délégué CNE, chargé de défendre le travailleur accusé de harcèlement, négocie une sanction légère. Il informe ensuite les collègues lors d'une assemblée générale. L'affaire en reste là.

En août 2011, la direction ressort le dossier et licencie quatre travailleurs, dont le délégué syndical Giuseppe Di Verde, sans respecter ni la loi, ni le règlement de travail. Les quatre travailleurs sont licenciés sur le champ, sans invoquer la moindre faute grave. Giuseppe, le délégué, est licencié pour "insubordination" et la direction propose de payer sur le champ les indemnités de rupture. Voilà un cas flagrant de détournement de la loi où un délégué est chassé du jour au lendemain. Pendant des semaines les militants syndicaux vont organiser des arrêts de travail sur plusieurs sièges d'Auto 5. La direction répliquera en envoyant des huissiers avec des astreintes.

Finalement un accord est intervenu: les indemnités de licenciement sont améliorées, mais les quatre ne sont pas réintégrés. Une victoire? A votre avis?

Giuseppe Di Verde

Karin chez Audi Brussels

Chez Audi à Forest (ex-VW) le directeur du personnel adresse début septembre un mail aux délégués de toutes les organisations syndicales les informant que Karin Peene (Déléguée SETCa en Conseil d'Entreprise) "a perdu la confiance de la part du SETCa/BBTK, et par conséquent la confiance de la direction d'Audi Brussels" (sic!) Malgré son mandat en CE, Karin est licencié sur le champ.

Depuis quand les patrons annoncent-ils le licenciement d'une déléguée syndicale par mail? Pourquoi pas par pigeon voyageur tant qu'on y est? La loi est précise à ce sujet. Si un employeur veut licencier pour motif grave un ou une déléguée syndicale, il doit au préalable: informer le ou la délégué(e) concerné(e) et son organisation syndicale, saisir le tribunal du travail. S'ouvre alors une période de 5 jours ouvrables de négociations et de comparution devant le tribunal du travail. S'ouvre ensuite une période de conciliation et une deuxième audience devant le tribunal du travail. Bref la direction Audi Brussels a brûlé tous les feux rouges, a consciemment violé la loi et se borne à dire à Karin: "Ma vieille, on t'a assez vue, débarrasse le plancher avant les prochaines élections sociales, dégage et on te paiera les indemnités prévues par la loi!"

Le mail de la direction Audi Brussels pose cependant question. Karin Peene était déléguée syndicale, déléguée au Conseil d'Entreprise et membre du Comité exécutif du SETCa de Bruxelles Hal Vilvorde. Mais depuis quelques mois, son mandat en délégation syndicale lui a été retiré par Miranda Ulens, secrétaire SETCa BHV (secrétaire du secteur Finances, mais aussi en charge de Audi Brussels depuis le licenciement arbitraire des 5 secrétaires SETCa Industrie). Le fait que Karin ait soutenu les 5 secrétaires exclus et licenciés n'est pas tellement bien vu du côté de la Place Rouppe. Le SETCa cautionnerait-il le licenciement de ses propres délégués?

On espère bien que non. Sans ça c'est la fin des haricots pour le SETCa aux prochaines élections sociales. Car dans ces conditions, quel kamikaze osera encore se porter candidat sur les listes du SETCa?

Un groupe de syndicalistes combattifs mène campagne pour la réintégration de Karin: tract à l'ensemble du personnel de Audi Brussels, action de protestation devant D'Ieteren, distribution de tracts dans un restaurant chic (Le Cercle de Lorraine) où la direction d'Audi Brussels avait invité les membres du Conseil d'Entreprise européen, manifestation devant la Febiac (la fédération patronale). Et on ne compte pas en rester là. Certains pensent déjà une action au Salon de l'Auto en janvier 2012.

Le respect des droits démocratiques dans les entreprises

Ces deux exemples illustrent que le licenciement arbitraire de délégués est un enjeu majeur au cœur du respect des droits démocratiques du personnel dans les entreprises. Il y a plus de 50 ans, des accords ont été conclus entre syndicats et employeurs pour garantir un minimum de vie démocratique dans les usines et les bureaux à travers les élections sociales

libres. Aucune entreprise, aucune multinationale, si puissante soit-elle, ne peut bafouer le droit démocratique du personnel d'élire librement ses propres représentants. Nous ne sommes ni au Chili sous Pinochet, ni en Espagne sous Franco. Si demain, une multinationale suffisamment riche licencierait tous les délégués de son siège belge en leur payant des indemnités, serait-ce acceptable? ■

La grève chez GSK: Quand les patrons sont le dos au mur...

La presse a peu parlé de la grève victorieuse menée par les travailleurs de Glaxo Smith Kline, dans le Brabant wallon. Ou plutôt elle en a parlé pendant les 3 jours qu'a duré la lutte, puis plus rien. Sans doute ne faut-il pas trop ébruiter ce qui a été arraché par la lutte directe.

Lundi 26/9 au matin, les travailleurs partent spontanément en grève car la direction de l'entreprise ne voulait rien

entendre en matière de pouvoir d'achat, de pension complémentaire, de frais de déplacements et du rapprochement de statut entre ouvriers et employés. La colère gronde. La multinationale dégage de solides bénéfices en Belgique et paie peu d'impôts notamment grâce au mécanisme d'intérêts notionnels. L'usine occupe 2.000 travailleurs répartis sur plusieurs sites.

La production de médicaments est donc arrêtée alors que le carnet de commandes est plein. Au bout du troisième jour la direction cède et doit mordre sur sa chique. "Nous sommes très mécontents d'avoir été mis devant le fait accompli d'une grève déclenchée sans préavis par 2.200 ouvriers qui ont mis leur outil de travail en péril." a notamment déclaré le directeur des relations extérieures (*L'Echo*, 29/9/2011). Ah! Qu'on aimerait lire cela un peu plus souvent dans la presse patronale: les paroles amères d'un patron mis au pied du mur par l'action directe des travailleurs.

"Mettre l'outil de travail en péril..." Il ne manque pas d'air ce directeur des relations car en général ce sont plutôt les multinationales, en mettant la clé sous le paillasson qui mettent en péril l'outil de travail. ■



photos: La Gauche

Une réforme de l'Etat lourde de dangers

✦ par Thierry Pierret

Les accords sur BHV, sur la nouvelle Loi spéciale de financement des Communautés et des Régions et sur les transferts de compétences du Fédéral vers celles-ci ont été salués unanimement par la presse, tant flamande que francophone. Ils ouvrent la voie aux négociations gouvernementales proprement dites et aux mesures d'austérité réclamées à cor et à cri par le patronat.

L'euphorie suscitée par les accords est à la mesure de la longueur (près de 500 jours !) et de la profondeur de la crise politique. Pour la première fois, la question d'une scission du pays a été évoquée ouvertement par des responsables politiques de premier plan et par la presse tant nationale qu'internationale. L'échec des négociations aurait ouvert la voie à des élections qui auraient tenu lieu de référendum sur l'existence du pays et dont l'issue aurait été une polarisation communautaire encore plus nette.

Pour autant, faut-il vraiment se réjouir de la série d'accords engrangés ? Les accords sur les volets électoral et judiciaire de BHV vont-ils pacifier les relations communautaires dans la périphérie ? La nouvelle Loi spéciale de financement (LSF) des Communautés et des Régions, ainsi que les transferts de compétences en leur faveur, vont-ils sauvegarder la solidarité interpersonnelle et dégager des marges pour de nouvelles politiques publiques ? C'est ce que nous allons tenter de voir en passant les différentes réformes en revue.

BHV électoral : un mécanisme pervers

Cette fois, ça y est ! L'arrondissement maudit de Bruxelles-Hal-Vilvorde a vécu. Il y aura désormais un arrondissement électoral de Bruxelles dont le territoire correspondra à celui de la Région de Bruxelles Capitale et un arrondissement électoral du Brabant flamand qui comprendra les communes de Hal-Vilvorde et de Louvain. Mais les électeurs des 6 communes à facilités autour de Bruxelles auront la possibilité de choisir de voter pour les listes de « leur »

arrondissement (Brabant flamand) ou pour celles de l'arrondissement de Bruxelles. Dans un cas comme dans l'autre, ils ne pourront plus voter que pour des candidats à la Chambre puisqu'il n'y aura plus d'élection directe du Sénat. Celui-ci se composera désormais entièrement d'élus des parlements de Communautés et de 10 sénateurs cooptés (6 NL et 4 FR) que les partis se partageront à la proportionnelle en fonction du résultat des élections à la Chambre.

Les partis flamands tiennent enfin leur scission ; les partis francophones conservent leur vivier électoral en périphérie. Mais cela se fera au prix d'une double épuration électorale. En effet, le seuil antidémocratique de 5% pour être pris en compte dans la répartition des sièges sera désormais d'application dans les arrondissements électoraux issus de l'ancienne province de Brabant. De plus, il y aura sans doute un afflux de voix francophones à Bruxelles en provenance des communes à facilités. Ce qui signifie que les listes flamandes à Bruxelles et les listes francophones en Brabant flamand n'auront pratiquement aucune chance d'avoir des élus à la Chambre. Mais les partis auront quand même intérêt à y présenter des listes unilingues distinctes - au lieu de listes bilingues sur base d'affinités idéologiques - puisque leur score influera sur la répartition des sénateurs cooptés entre partis d'un même groupe linguistique. La polarisation linguistique est donc entretenue artificiellement dans les 2 arrondissements, ce qui suscitera certainement de nouvelles tensions à l'avenir.

Le régime des facilités en périphérie reste inchangé. Mais la Région flamande voit son pouvoir de tutelle sur les communes à facilités fortement rogné. En effet, leurs conseils communaux pourront « désigner » leurs bourgmestres dès les prochaines élections communales. Si la Région flamande refuse de les nommer, ce n'est plus la chambre flamande du Conseil d'Etat qui tranchera, mais sa chambre bilingue. De plus, la présidence du Conseil d'Etat connaîtra désormais l'alternance

linguistique. La chambre bilingue du Conseil d'Etat sera également compétente pour juger tout le contentieux administratif dans les communes à facilités.

BHV judiciaire : tout changer pour que (presque) rien ne change

Le parquet (l'organe qui décide des poursuites pénales) de BHV sera scindé : il y aura désormais un parquet bilingue à Bruxelles Capitale et un parquet unilingue flamand à Hal-Vilvorde. Mais un cinquième des magistrats du parquet flamand seront des francophones détachés par le parquet de Bruxelles qui traiteront les dossiers des francophones de Hal-Vilvorde. Donc, en pratique, rien ne change pour les justiciables de l'ex-arrondissement judiciaire de BHV, qui auront partout la possibilité de faire leurs démarches dans la langue de leur choix.

Tous les tribunaux (de première instance, du travail, du commerce et de police) seront dédoublés. Il y aura désormais un tribunal francophone et un tribunal néerlandophone qui seront compétents sur l'ensemble du territoire de BHV. Chaque justiciable aura donc la garantie d'être jugé dans sa langue, ce qui était déjà le cas sous l'ancien système. Le seul changement notable concerne les exigences linguistiques à Bruxelles. La connaissance approfondie de l'autre langue nationale ne sera plus exigée que d'un tiers des magistrats au lieu de deux tiers actuellement. Ce qui devrait faciliter le recrutement de magistrats (surtout francophones) et permettre de résorber quelque peu l'arriéré judiciaire criant à Bruxelles. Tout ça pour ça...

L'autonomie fiscale ouvre une brèche dans la cohésion du monde du travail

L'Etat fédéral continuera à déterminer la base imposable de l'impôt des personnes physiques (IPP) et la quotité exemptée d'impôts. Donc, les taux d'imposition par tranche de revenu et les exonérations fiscales restent fédéraux. Mais entre un quart et un tiers de l'IPP reviendra aux Régions

via le système des centimes additionnels. Chaque Région pourra prélever des centimes additionnels - ou retirer des centimes soustractionnels dans certaines limites - sur chaque tranche de revenu imposable. Les négociateurs jurent leurs grands dieux que la progressivité de l'impôt (le taux d'imposition augmente d'une tranche de revenu à l'autre) sera sauvegardée et qu'il n'y aura pas de concurrence fiscale entre Régions. Pourtant, si une Région baisse les impôts (centimes soustractionnels) sur les tranches de revenus les plus élevées et les augmente sur les plus basses, cela altèrera forcément la progressivité de l'impôt.

Si la Région la plus riche - en l'occurrence la Flandre - baisse les impôts sur chaque tranche de revenus jusqu'à la limite imposée par la LSF et que les deux autres Régions, plus pauvres, les augmentent pour renflouer leur budget, il en résultera forcément une concurrence fiscale. Plus grave, les salariés d'une même entreprise auront des salaires nets sensiblement différents selon qu'ils habitent dans l'une ou l'autre Région. Cela créera des tensions et des divisions entre travailleurs d'une même entreprise ou d'un même secteur lorsqu'il faudra négocier des conventions collectives ou des restructurations. De nouvelles scissions syndicales sur base communautaire pourraient se produire, ce qui affaiblirait encore plus la capacité des travailleurs à mener des luttes unifiées.

La régionalisation de l'emploi ouvre la voie à celle de la Sécurité sociale

Les négociateurs - surtout les francophones et les socialistes flamands - se félicitent du fait que le cœur de la Sécurité sociale ne sera pas altéré par la réforme. Pourtant, la réforme prévoit bel et bien la communautarisation d'un pan entier de la Sécu, à savoir les allocations familiales. Un enfant ne vaudra désormais plus un enfant d'une Région à l'autre. On transfère également aux Communautés des pans entiers de la politique de santé comme les maisons de repos et les infrastructures hospitalières.

Mais le plus grand danger provient de la régionalisation de la politique de l'emploi. Certes, l'assurance chômage restera fédérale. Mais toute la politique d'aide à l'embauche - primes de remise à l'emploi et plans d'aides à l'embauche - sera régionalisée. Or, nombre de plans d'aide à l'embauche consistent en des baisses de cotisations sociales pour les patrons qui embauchent des chômeurs

de longue durée ou qui éprouvent des difficultés particulières sur le marché du travail (jeunes sous-qualifiés, travailleurs âgés, etc.). Dès lors que les Régions déterminent elles-mêmes les groupes cibles et l'ampleur des baisses de cotisations, c'est le financement fédéral de la Sécu qui finira par être mis à mal et remis en question à moyen terme.

La sixième réforme de l'Etat, loin d'être la paix des braves vantée par ses auteurs, crée donc un cadre pour le développement des inégalités sociales et contient les ferments d'une crise politique encore plus grave dans le futur. ■

Discrimination pour cause de grossesse

L'Institut pour l'Egalité des Femmes et des Hommes signale dans son rapport pour l'année 2010 que la moitié des discriminations concernent l'emploi, surtout les femmes enceintes. Mais les plaintes reçues par l'Institut ne représentent que la partie visible de l'iceberg car il y a beaucoup plus de demandes d'informations que de plaintes déposées. De nombreuses victimes potentielles préfèrent d'abord se renseigner soit parce que les discriminations vécues sont perçues comme "normales," soit parce qu'elles sont jugées comme minimales ou insuffisamment graves pour déposer plainte.

Près d'un dossier sur deux touche à la maternité. Sur le plan du recrutement, des conditions de travail, de l'évolution de carrière, du non-renouvellement de contrat. Pourtant, une loi de 1971 protège spécifiquement une femme enceinte dès l'annonce de sa grossesse (envoi d'un certificat de grossesse par lettre recommandée à l'employeur). L'Institut pour l'Egalité des Femmes et des Hommes est un parastatal: 1 rue Ernest Blérot, 1070 Bruxelles (près de la Gare du Midi) Numéro vert gratuit 0800-12.800, <http://igvm-iefh.belgium.be/fr/>. Il travaille sur plusieurs fronts: écart salarial, violences entre partenaires, lutte contre les stéréotypes sexistes. ■

Police contre piquet de grève chez Catalent

En septembre dernier, la police est violemment intervenue contre les grévistes chez Catalent, une entreprise pharmaceutique occupant 320 personnes à Neder-Over-Hembeek (Bruxelles). Elle a brisé les chaînes et évacué les voitures qui barraient l'accès à l'entreprise. Après de vives discussions, la police s'est cependant retirée et le piquet de grève a pu être remis en place. Le conflit social portait sur le renouvellement de la convention collective. Alors que l'entreprise fait d'excellents résultats, les ouvriers n'acceptaient plus d'être payés à un salaire à peine au-dessus du minimum dans le secteur chimique. ■



photo: LCR

Quelques mois après la lutte au Wisconsin, qui a duré des semaines, les États-Unis sont de nouveau secoués par une vague de protestation sociale. L'occupation symbolique de Wall Street par quelques centaines d'activistes a déclenché des actions similaires dans tout le pays. En même temps, le mouvement continue de s'élargir à New York, où il reçoit un soutien croissant de la part des syndicats, des associations de quartier, des organisations de pauvres, etc. Nous publions ici deux analyses quelque peu différentes du mouvement.

✦ par Cinzia Arruzza (à New York)

Le pont de Brooklyn a une longueur de près de deux kilomètres. Deux kilomètres suspendus en l'air par des câbles d'acier sur les eaux de l'East River et qui, le 1er octobre, se remplirent d'une masse de gens bien différents des touristes qui s'y pressent habituellement pour assister au romantique coucher de soleil sur Manhattan: une masse de milliers de personnes bruyantes et joyeuses, rassemblées dans une manifestation non autorisée qui est partie du Zuccotti Park pour tenter d'atteindre Brooklyn, sur l'autre rive.

Changement radical

Le 1er octobre, cela fait quinze jours que le mouvement "Occupy Wall Street" fait parler de lui, avec le campement permanent installé le 17 septembre dans le Zuccotti Park, rebaptisé "Liberty Plaza," près de Wall Street. Impulsé par plusieurs groupes et individus, principalement d'orientation anarchiste (bien qu'aux États-Unis, "anarchiste" est une étiquette générique très vague), la première manifestation n'avait réuni que quelques centaines de personnes. S'inspirant explicitement de l'expérience de la Place Tahrir et des campements dans l'Etat espagnol, le camp new-yorkais a mis en avant deux slogans fondamentaux: la démocratie et la condamnation des spéculateurs financiers.

Occupy Wall Street

Le premier document officiel du campement fut approuvé lors de l'assemblée générale du 29 septembre. Il s'agit d'un acte d'accusation qui ne prend pas de gants, dirigé contre les gouvernements, les banques, les multinationales, contre tous les responsables de la crise économique et écologique actuelle. Ce document ne se termine pas par une liste de revendications, bien qu'il faille souligner que les manifestants ne reconnaissent aucune légitimité aux gouvernements et aux capitalistes et que la grande revendication commune est celle d'un changement radical du système.

Mégaphone humain

Au cours de ces dernières semaines, le campement a commencé à s'organiser par la constitution de dizaines de groupes de débats, d'assemblées générales, d'initiatives, avec une bibliothèque et en assurant la distribution de vivres. La méthode utilisée pour les interventions pendant les assemblées générales (qui se réunissent tous les jours afin de prendre des décisions) sur la place est pour le moins originale: au lieu de parler par des mégaphones ou des micros, on utilise un gigantesque mégaphone humain. Les phrases prononcées par celui qui parle sont successivement répétées par tous ceux qui sont proches de lui et les entendent et elles sont ainsi amplifiées! Aussi étrange que cela puisse paraître, cette méthode a le mérite de réduire dans une grande mesure les effets rhétoriques et le protagonisme individuel et fonctionne parfaitement, y compris en cas d'urgence quand, par exemple, on tente d'entrer en communication avec des manifestants arrêtés.

Jusqu'à présent, la composition du mouvement de protestation est principalement jeune. Cependant, aujourd'hui, un réseau de syndicats radicaux et d'organisations de travailleurs, dont les "New York Communities for

Change" (Communautés de New York pour le changement), ont décidé de s'unir à la protestation et d'appeler à une manifestation pour le mercredi 5 octobre après midi.

Répression et extension

Le tournant décisif dans la dynamique du mouvement a eu lieu la semaine dernière quand la police a chargé et dispersé brutalement et sans motif une manifestation non autorisée de plusieurs centaines d'occupants qui se dirigeaient à Union Square. A partir de ce moment, la voix du Zuccotti Park et l'indignation face à la l'arrogance et à la violence des forces de police ont commencé à se répandre par internet et dans les campus universitaires new-yorkais. Résultats: les campements se sont étendus dans d'autres villes des États-Unis,



<http://matrix.millersamuel.com/?p=11679>

http://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/8/8a/MLN_Occupy_Wall_Street.jpg

de Boston jusqu'à Los Angeles, et des milliers de new-yorkais ont commencé à rejoindre les nombreuses initiatives qui se déroulent à longueur de journée. Lors de la manifestation non autorisée du 1er octobre, ce sont pas moins de 10000 personnes, essentiellement des jeunes, qui y ont participé. Malgré tout, à cette occasion là également la police de New York avait décidé d'appliquer la "tolérance zéro." Arrivée au pont, une partie de la manifestation a commencé à marcher sans problème par la zone piétonnière, mais une autre partie est tombée dans un véritable traquenard tendu par la police qui a procédé à des arrestations massives: plus de 700 personnes menottées, jetées dans des fourgons et transportées dans les commissariats.

Malgré cette répression, le mouvement ne donne aucun signe d'essoufflement. Au contraire, des centaines de personnes manifestent régulièrement devant le siège central de la police pour se solidariser avec les personnes détenues. Si l'objectif de la police était d'intimider les manifestants, elle n'y est visiblement pas parvenue car il semble bien que les occupants de Wall Street n'ont plus peur. A la fin de la manifestation du 1er octobre, 2000 personnes ont, malgré la pluie, fait la fête pendant des heures sur la Liberty Plaza.

Pour ceux qui ne sont pas familiarisés avec la politique aux États-Unis, cette journée pourrait ressembler à n'importe quelle autre journée de protestation. Mais ce n'est pas le cas. Au vu de l'état de faiblesse de la gauche aux États-Unis, du niveau de la répression policière et du contrôle social – qu'on ne peut comparer à aucun pays européen – la dureté du capitalisme étatsunien, l'absence de forts droits sociaux et civils, mis à part ceux qui sont strictement individuels, ce qui se passe actuellement à New York est un phénomène extraordinaire.

"Occupy Wall Street" a le potentiel de croître encore et de s'élargir. Il est évident qu'il y a des inconnues et quelques problèmes de fond, et il faudra avant tout assurer la capacité du mouvement à s'étendre sur tous les campus new-yorkais et à intégrer les communautés latinos et noires. En second lieu, il est nécessaire que la liste des critiques se transforme en une plateforme revendicative sur base de laquelle on puisse attirer et organiser autour du mouvement. Il faudra voir, enfin, si le soutien des syndicats ira plus loin qu'une simple "formalité." A suivre. ■

Politique et antipolitique

✦ par Erin Chun*

Politique et antipolitique

Le mouvement "Occupy Wall Street" a le potentiel de changer le paysage politique aux USA. La manifestation du 28 septembre avait d'emblée créé la possibilité d'une participation des organisations syndicales, des étudiants des grandes universités, ainsi que d'importantes associations de quartiers. Beaucoup de ces personnes ont une expérience d'organisation qu'elles apporteront au mouvement, en même temps que leurs idées politiques. L'occupation elle-même rassemble quelques centaines de personnes. A certains égards, la coordination roule comme sur des roulettes, mais d'autres aspects sont plus difficiles. Construire la

solidarité sur les campus, dans les syndicats et dans les associations de quartier est le seul moyen d'approfondir et d'élargir la mobilisation.

Diverses expériences d'occupation des espaces publics ont montré les limites de cette forme d'action. C'est un pari qui peut échouer, laissant peu de traces derrière lui. Les militants expérimentés doivent participer à l'occupation elle-même, ne fut-ce que pour être impliqués dans les importants développements politiques et organisationnels des participants très motivés, après la fin inévitable de l'action. Sans quoi, le risque existe que beaucoup de participants retomberont dans l'apathie politique ou que certains tourneront à droite si l'occupation est un échec.





Prise de conscience politique

L'occupation de Wall Street montre bien comment chemine le processus de la prise de conscience politique aux Etats Unis. Au-delà d'un sentiment généralisé d'être des victimes et de ne pas pouvoir joindre les deux bouts, on ne peut parler que d'une conscience très partielle, et le nationalisme US acritique est très perceptible (des jeunes chantent l'hymne national et l'idée que les manifestants représentent "les vrais patriotes US" est un thème récurrent). Mais l'affaire ne s'arrête pas là. La colère contre la crise a rassemblé des personnes qui, au fil du temps, perdent toute considération pour les autorités. Le mouvement ne rassemble pas que des éléments de gauche. Des adversaires de droite de tout intervention de l'Etat dans l'économie sont clairement présents également. Et le sentiment antipolitique est très fort de ce côté-ci de l'Atlantique aussi.

Cependant, le message principal des protestataires mérite clairement le soutien de la gauche: rétablissement de l'enseignement supérieur gratuit, des soins de santé accessibles, les droits syndicaux, l'arrêt des guerres et l'imposition des riches pour combler le déficit des recettes publiques, la dénonciation des banques d'investissement. En même temps, il y a des zones d'ombre: la défense des immigrés est absente, alors que ce thème a été à la base de fortes mobilisations ces dernières années. De plus, il est frappant que cette mobilisation contre la misère n'exprime

pas ou ne réfère pas explicitement au fait que les Noirs sont surreprésentés parmi la population pauvre. Tous ces sentiments restent cantonnés à des pancartes ou des speeches improvisés, sans être transformés en revendications. Ces gens oublient que la révolution en Egypte – invoquée ici comme une sorte d'image pieuse – a commencé avec une courte mais ambitieuse liste de revendications. Nombreux sont les participant(e)s qui disent que leur présence constitue en soi une prise de position. On voit la protestation comme un but en soi et non comme un moyen dans le cadre d'une stratégie à long terme.

Et la gauche?

La gauche newyorkaise a mobilisé afin de renforcer les protestations, contre la violente répression policière, et a participé à la manifestation du 1er octobre. Dans tous ces cas, elle a fourni une contribution appréciable. Mais la plupart des militant(e)s de la gauche radicale ont un emploi qui les mobilise 40h/semaine. Et nombreux sont ceux qui voient leur boulot comme une part de leur engagement politique: donner des formations, travailler pour le syndicat, ou les deux à la fois. Ils ne font pas partie de la catégorie des précaires à laquelle tant de jeunes appartiennent ici. Leur militantisme politique nécessite un long travail d'enracinement dans leur communauté. Ils organisent des walk-out d'étudiants, ou mobilisent leurs collègues des syndicats pour participer aux actions

de Occupy Wall Street. Certains d'entre eux sont en contact avec les groupes de travail sur le droit au travail, ou sur les étudiants, qui ont été formés dans le cadre du mouvement. D'autres collaborent aux publications des protestataires.

Mais les discussions avec d'autres militants socialistes montrent bien que ce genre de protestation lance un grand défi à la gauche et à sa manière traditionnelle d'opérer. Que les gens l'admettent ou pas, il peut même y avoir contradiction entre les deux. La protestation est diffuse, atomisante, les centres d'attention se déplacent sans cesse et il n'est pas possible de marquer un point en tant que groupe politique, sur quelque base que ce soit. Il n'est donc pas possible de porter des idées politiques d'une manière effective. A part les assemblées générales, il y a une série de mini-manifestations et de présentations, simultanées, où seule une petite minorité des participant(e)s peuvent s'exprimer. Les mégaphones sont tabou, remplacés par un système dans lequel une partie du public répète ce que l'orateur vient de dire. Il est frustrant de constater à quel point l'attention est focalisée sur les formes d'organisation et sur le court terme. Impossible de dire comment tout cela se transformerait si la protestation devenait réellement massive. Cette incertitude est à la fois stimulante et intimidante. ■

* Erin Chun vit à New York et est membre de l'organisation socialiste *Solidarity*.

<http://blogtwentyeight.blogspot.com/2011/10/occupy-wall-street-media-blackout.html>

photo: www.wikipedia.org/wiki/Daphni_Leef

S'indigner du prix des logements sans dénoncer l'occupation des territoires?

Daphne Leef



✦ par Mark Weston*

Tout a commencé lorsqu'une jeune femme de 25 ans, Daphne Leef, s'inspirant des révoltes arabes, a formé un groupe sur Facebook pour appeler à des manifestations nationales contre l'augmentation du prix des logements. [...]

L'appel à l'action de Leef a polarisé l'attention sur un thème controversé. Les camps de protestation se sont propagés comme un incendie partout dans le pays. En quelques jours, des milliers de personnes manifestaient dans les rues de Tel-Aviv pour exprimer ouvertement leur désaccord avec les politiques de logement et les conditions de vie actuelles.

Durant des années, Netanyahu s'est défini lui-même comme étant le capitaine audacieux de la "corvette rapide" Israël; c'est-à-dire une économie prospère fondée sur l'exportation et les hautes technologies, avec un marché ouvert et compétitif.

Un coup d'œil rapide sur les chiffres actuels révèle que la "corvette rapide" de Netanyahu a laissé à la traîne la majorité des Israéliens. Ainsi, un appartement ordinaire à Tel-Aviv est trop cher pour 90% de la population; en deux ans seulement, le prix du logement a augmenté entre 15 et 25% à Jérusalem et à Tel-Aviv, alors que le gouvernement conservateur israélien a continuellement bloqué les projets de logements à des prix abordables. Ajoutons à cela des salaires bas, un coût de la vie élevé et de très mauvais transports publics.

Les Israéliens se sont réveillés. Mais malgré ces revendications légitimes, les protestations transmettent un message chaotique dans la mesure où l'on garde le silence sur des questions clés. Certaines organisations tentent de transmettre le message ambigu selon lequel les protestations ne seraient nullement

"politiques." [...] Comme ce mouvement est un véritable mouvement de base qui se fonde sur le débat ouvert et qui est défini plus souvent par ce qu'il n'est pas que par ce qu'il est, il est compréhensible qu'il n'y ait pas un point de vue solide sur la crise du logement.

Mais il y a quelque chose de plus fondamental qui fait défaut. C'est cet éléphant rose fluorescent qui se promène dans le salon: quel rôle joue l'occupation dans l'actuelle crise du logement? Qu'en est-il des colons qui, selon l'organisation La Paix Maintenant, ont reçu en 2009 15,36% de tous les investissements publics pour la construction de logements, alors que le nombre de colons est inférieur à 4% des résidents en Israël?

Lorsque les colons des territoires palestiniens occupés veulent acheter ou construire un appartement, ils reçoivent – entre autres avantages – un prêt hypothécaire nettement plus élevé, le financement de 50% des coûts de construction du bâtiment et un rabais de 69% sur la valeur du sol. Et il faut encore ajouter à ces coûts celui de l'infrastructure, celui de la présence militaire israélienne et celui des compagnies de sécurité privées.

Pour les Israéliens qui ne vivent pas en Cisjordanie, le gouvernement israélien est moins généreux. Une famille à Tel-Aviv, par exemple, doit dépenser environ 90% de ses revenus pour payer un appartement ordinaire. Dans l'ensemble d'Israël, l'aide pour l'achat d'un appartement est réduite au minimum, le marché hypothécaire a été privatisé, l'aide à la population handicapée réduite et les logements publics éliminés.

Lorsque nous examinons ces chiffres, en sachant que les Israéliens paient 75% de plus d'impôts pour le logement que les citoyens des autres pays de l'OCDE, il paraît difficile de continuer à affirmer que

l'occupation n'a pas grand-chose à voir avec l'augmentation des prix des logements

ou que les protestations actuelles sont, d'une certaine manière, apolitiques. D'ailleurs, en passant sous silence le fait que la crise du logement est étroitement liée avec la matrice de l'occupation et avec l'actuelle politique sociale, les manifestants actuels maintiennent le caractère superficiel de leurs revendications.

Il est vrai que ces protestations constituent un acte sain – et étrange – de désobéissance civile qui ne doit pas être pris de haut. Il y a quelques résultats indéniables et positifs. Les Israéliens sont en train de sortir de leur apathie, les réflexions sont partagées, des débats sont menés et il y a des éléments de réelle démocratie dans les mobilisations. En même temps, la société civile est en train de se faire entendre en participant activement aux événements pendant que les politiques, les clochards et les étudiants attendent patiemment leur tour pour parler dans les débats ad hoc. [...]

Il faudra encore voir si le changement se reflétera uniquement dans la réduction du prix des logements ou s'il peut réellement entraîner un impact majeur sur le panorama politique israélien. Pour le moment, les activistes sont en train de danser sur un iceberg, en entamant un peu sa surface, mais ils refusent encore de plonger dans le profond abîme, en dessous, où une réalité inconfortable les attend. ■

* Version raccourcie d'un article publié sur le site *The Alternative Information Center* le 8 août 2011 et traduit pour le site www.alencontre.org. Le titre est de la rédaction

Fukushima 6 mois après

par Martin Laurent

Au milieu de la désinformation constante qui entoure l'industrie du nucléaire à Fukushima comme ailleurs, il est difficile de se faire une idée précise de la situation tant en ce qui concerne l'état de la centrale que la contamination radioactive. D'autant plus que, vu les taux de radioactivité gigantesques dans les réacteurs nucléaires, il faudra plusieurs années avant qu'on puisse s'en approcher et voir ce qui s'est réellement passé le 11 mars 2011.

Que sait-on de la situation dans la centrale?

Progressivement, on en a appris de plus en plus sur la gravité de la situation. Un certain nombre de choses dont beaucoup se doutaient dès le début se sont confirmées. Contrairement à ce qui avait été dit, le tsunami n'est pas seul responsable de l'accident. Le tremblement de terre avait déjà fortement fragilisé l'installation. Et alors que Tepco et le gouvernement japonais nous répétaient que le tsunami du 11 mars avait dépassé toutes leurs hypothèses, on apprend maintenant qu'une étude de Tepco en 2008 avait prévu la possibilité d'un tsunami de plus de 10 mètres contre lequel les protections (prévues pour résister à un tsunami de 5,7 mètres) de la centrale ne suffiraient pas. Ce n'est pourtant que le 7 mars 2011 que Tepco en a fait part aux autorités japonaises.

Le combustible nucléaire de trois réacteurs de la centrale a fondu en détériorant la cuve et l'enceinte de confinement; il est probable qu'une partie du corium (mélange fondu du combustible nucléaire, des barres de contrôle qui servent à stopper la réaction de fission nucléaire et de "l'emballage" de ce combustible) s'en soit échappé. Jusqu'où et en quelle quantité, personne n'en sait rien et n'en saura rien avant plusieurs années.

Les bâtiments de trois des quatre réacteurs ont été en partie détruits par des explosions dégageant d'énormes quantités de matières radioactives. C'est même le cas du bâtiment du réacteur 4, à l'arrêt depuis plusieurs mois. Cela prouve qu'un réacteur nucléaire, même à l'arrêt, demeure très dangereux. En effet, même si le réacteur est vidé de son combustible, le bâtiment abrite

une piscine – beaucoup moins bien protégée que le réacteur lui-même – contenant un combustible usagé qui doit continuer à être refroidi pendant des années. Or, les quantités de combustible dans la piscine du réacteur 4 de Fukushima sont énormes: près de trois fois la quantité normale de combustible dans un réacteur en fonctionnement. Cette piscine a été fortement endommagée par le tremblement de terre et le tsunami. Même après les travaux de consolidation, une forte réplique du tremblement de terre pourrait la détruire, avec des conséquences qui dépasseraient de loin celles de Tchernobyl...

On a récemment mesuré sur le site, en dehors des réacteurs, 10 Sv/h¹ de radioactivité à proximité d'un tuyau où se sont accumulées des matières radioactives. Une telle dose entraîne des conséquences graves après une dizaine de minutes d'exposition, et une mort certaine après moins d'une heure. Les travailleurs qui essaient d'améliorer la situation de la centrale affrontent donc un risque permanent.

Tepco et les autorités japonaises ont admis il y a peu qu'il ne serait pas possible de commencer à extraire le combustible fondu des réacteurs – première étape du démantèlement – avant 10 ans. Et ce uniquement si la technologie a suffisamment évolué d'ici-là. Après l'accident de Three Mile Island en 1979, il avait fallu 6 ans avant qu'on puisse commencer à extraire le combustible. L'opération a duré plus de 4 ans. Aujourd'hui, plus de 30 ans après, cette centrale n'est toujours pas complètement démantelée. Or, cet accident était bien moins grave que celui de Fukushima: 45% seulement du cœur d'un seul réacteur avait fondu, sans percer la cuve et l'enceinte de confinement.

Radiations...

Au moins 80 000 personnes habitant dans la zone interdite de 20 km autour de la centrale ont été évacuées. Difficile d'avoir des chiffres exacts... On a parlé de 200 000 personnes, mais il semblerait que le chiffre de 80 000 corresponde au nombre de gens dont l'évacuation a été rendue obligatoire. En effet, au-delà de ces 20 km, il a seulement été conseillé aux personnes qui habitent jusqu'à 30 km de la centrale (ainsi que dans certaines zones

au-delà, officiellement observées comme fortement contaminées), de partir ou, au minimum, de rester confinées chez elles – depuis 6 mois...

L'effet des radiations à "faibles doses" est mal connu. Aucune étude épidémiologique ne permet d'en connaître exactement les effets. Ce qu'on sait, c'est qu'à partir d'une dose de 100 mSv (millisieverts) pour un adulte, le risque de cancer augmente d'au moins 0,5 %. Le principe de précaution voudrait qu'on considère que la relation est linéaire en dessous et que donc, par exemple, une exposition à 20 mSv donnerait une augmentation de risque de cancer de 0,1 %. Étant donné ce principe de précaution, dans la plupart des pays du monde, la norme de radioactivité d'origine non-naturelle considérée comme acceptable est d'1 mSv/an (20 mSv/an pour les travailleurs du nucléaire). Au Japon, suite à l'accident de Fukushima, pour éviter de devoir légalement évacuer "trop" de monde, la norme a été augmentée à 20 mSv/an et une dose de 250 mSv a été considérée comme acceptable pour les travailleurs.

Or, on estime qu'à certains endroits de la zone située entre 20 et 30 km – dont l'évacuation n'a pas été rendue obligatoire et dont les habitants qui sont partis se demandent s'ils vont être indemnisés – la dose reçue en un an pourrait atteindre 230 mSv. Au-delà des 30 km, elle pourrait atteindre 125 mSv. Ces radiations sont causées essentiellement par du césium-137 dont la radioactivité ne diminue de moitié qu'en 30 ans. Le problème n'est donc pas près d'être réglé!

Sur les 10 700 personnes qui ont travaillé à la centrale depuis l'accident, il est déjà prouvé – même si des tests en profondeur n'ont pas encore été effectués sur tous les travailleurs – qu'au moins 6 travailleurs ont reçu des doses supérieures à 250 mSv (jusqu'à 678 mSv, une dose qui provoque des symptômes immédiats) et au moins 103 ont reçu des doses supérieures à 100 mSv.

... et contamination radioactive

La contamination est encore bien plus compliquée à estimer et à contrôler et pourrait être bien plus grave. La différence entre irradiation et contamination est que, dans le premier cas, on est exposé

aux radiations de substances radioactives se trouvant à proximité. Dans le cas de la contamination, ces substances sont soit déposées sur la peau (dans ce cas, il "suffit" d'une douche pour s'en débarrasser), soit respirées, soit ingérées. Dans cette éventualité, des quantités totalement bénignes en irradiation peuvent devenir létales. L'exemple typique est l'iode radioactif qui se fixe dans la thyroïde (ce qui rend les enfants particulièrement vulnérables). Même si l'iode perd la moitié de sa radioactivité en 8 jours, il a pu provoquer lors des premières semaines des dégâts importants, dont les conséquences ne seront visibles que dans plusieurs années...

Le césium radioactif peut, lui, se concentrer dans la chaîne alimentaire, en particulier dans les poissons de l'Océan Pacifique, fortement contaminé suite aux rejets d'eau radioactive, en particulier dans les premiers jours de l'accident. La pollution est maintenant complètement diluée dans l'océan, mais les poissons, eux, pourraient rester contaminés pendant des années. Le même problème se pose pour tous les aliments produits dans la zone.

S'il n'est donc pas trop difficile d'estimer les doses de radiations externes reçues en mesurant le taux de radiation ambiant, il est par contre très difficile de prévoir les conséquences de la contamination reçue en respirant les particules en

suspension dans l'air, en buvant de l'eau contaminée ou en mangeant des aliments contaminés.

Rendez-vous en... 2041

Le 5 août, à la veille de la commémoration de l'explosion de la bombe d'Hiroshima, la revue Science annonçait qu'une étude épidémiologique allait être lancée sur plus de 2 millions d'habitants de la préfecture de Fukushima, afin d'étudier les effets des radiations à "faible dose". Cette étude doit durer au moins 30 ans. Rendez-vous donc en 2041 pour en savoir davantage sur les effets réels de la catastrophe du 11 mars 2011. Peut-être saura-t-on alors s'il est possible ou pas de démanteler une centrale nucléaire après un accident de cette ampleur. Cependant, il est évident qu'on ne peut pas attendre jusqu'en 2041 pour abandonner la folie du nucléaire. Il est en effet certain que, si nous ne sortons pas du nucléaire rapidement, d'autres accidents graves se produiront d'ici-là. ■

(1)Sv/h : Sievert par heure. Le sievert est l'unité dérivée du système international pour l'équivalent de dose, et vise à évaluer quantitativement l'impact biologique d'une exposition à des rayonnements ionisants. La dose équivalente correspond à l'énergie reçue par unité de masse, corrigée d'un facteur de pondération du rayonnement qui prend en compte la dangerosité relative du rayonnement considéré. Le sievert correspond donc à un joule par kilogramme multiplié par un facteur de correction sans unité. (Source : Wikipédia)

Quand les apprentis sorciers bricolent

Les réacteurs de Fukushima continuent à relâcher des matières radioactives dans l'air et dans l'eau utilisée pour les refroidir. Cette eau fuit et s'accumule dans les caves. Chaque heure, un peu plus de 14 m³ d'eau sont injectés dans les réacteurs. Il y a actuellement 113 000 m³ d'eau contaminée (à peu près l'équivalent de 50 piscines olympiques...) dont 91 000 m³ dans les caves, qui menacent toujours de déborder. On essaye de décontaminer cette eau dans des installations de fortune, mais le rythme de décontamination est inférieur au rythme de la contamination résultant de ce qui est injecté en permanence dans les réacteurs.

Une gigantesque bâche est en fabrication pour recouvrir le réacteur 1 afin de diminuer les dégagements de matières radioactives dans l'air. Pour les autres réacteurs, le projet n'en est encore qu'au stade de l'étude. Les apprentis sorciers bricolent... ■



Les politiques à la botte d'Electrabel

↳ par Daniel Tanuro

Depuis la catastrophe de Fukushima, les responsables politiques belges s'efforcent de rassurer l'opinion publique. Le 15 mars, le Conseil des ministres décrétait un moratoire d'un an sur le nucléaire, afin que des tests de sécurité soient effectués sur les centrales. "Aucune décision ne sera prise quant au nucléaire tant que les résultats de ces tests ne seront pas connus," déclarait Paul Magnette, le ministre de l'énergie. Cette décision n'était qu'un écran de fumée. Derrière celui-ci, le gouvernement en affaires courantes et les principaux partis œuvrent sans relâche pour prolonger la vie de Doel et de Tihange au-delà des échéances prévues par la loi de 2003. Parce qu'il est impossible de se passer de cette énergie de mort? Non, parce que GDF Suez ne veut pas renoncer à ses super-profits et... que les politiques sont à la botte d'Electrabel.

Est-il vraiment nécessaire de tester la sécurité des centrales nucléaires en Belgique? Techniquement, non. Fin 2010, l'Agence fédérale de contrôle nucléaire rendait public un rapport sur la prolongation de Doel 1 et 2 et de Tihange 1 au-delà de 2015. Conclusion de l'AFCN: en 2010, 43 problèmes de sécurité ont concerné ces trois réacteurs. La ministre de l'Intérieur, Annemie Turtelboom (VLD), refusait d'en dire plus. Dans une interview à Humo, le chimiste nucléaire Alain de Halleux donnait deux indications: "Doel 1 est dangereux car il n'y a pas de fondation en béton solide sous la centrale et le couvercle de la cuve du réacteur de Tihange 1 est fragile."¹ Dormez en paix, bonnes gens.

Un écran de fumée

Est-il vraiment nécessaire de tester la sécurité des centrales nucléaires en Belgique? Politiquement, oui. Pour faire croire à la population que le gouvernement agit en bon père de famille, soucieux de la protection des citoyennes et des citoyens. Or, il n'en est rien. En octobre 2009, le gouvernement Leterme passait un pacte avec GDF Suez: la prolongation de la vie des centrales en échange d'une contribution annuelle au budget de l'Etat. Tous les

experts le disent: conçus pour fonctionner une vingtaine d'années, les réacteurs présentent, avec l'âge, de plus en plus de risques de défaillance. Selon cet accord, les réacteurs les plus anciens seront poussés jusqu'à quarante ans. Pourtant, dans ce deal avec les électriciens, la question de la sécurité n'était même pas évoquée. Pas une ligne, pas un mot!

Derrière l'écran de fumée des stress tests: la course au profit maximum. Une fois qu'une centrale est amortie, le prix de revient de l'électricité est très bas. Or, en Belgique, les consommateurs paient le courant 15 à 30% plus cher que dans les pays voisins. De plus, les pouvoirs publics ont massivement soutenu – et continuent de soutenir – le lobby nucléaire. Ces deux éléments ont permis à Electrabel d'amortir les centrales en 20 ans, sans le moindre effort de la part des actionnaires. En contrepartie, l'entreprise avait promis de baisser ses prix après amortissement, mais elle n'a pas tenu parole. Résultat: en plus du profit, les électriciens empochent un surprofit. C'est ce qu'on appelle la rente nucléaire. La CREG (la commission de régulation de l'électricité et du gaz) l'estime entre 2 et 2,7 milliards d'Euros par an.

Une poule aux œufs d'or atomique

Dès lors, on le comprend aisément: au plus Electrabel prolonge la vie de ses centrales amorties, au plus ses profits s'accroissent de surprofits juteux. Place aux chiffres: selon la société, le prolongement de Doel 1 et 2 ainsi que de Tihange 1 (les trois plus anciens réacteurs, qui doivent fermer en 2015 selon la loi de 2003 sur la sortie du nucléaire) coûterait 800 millions d'Euros aux actionnaires. Le prolongement des quatre autres réacteurs

Ne pas confondre "risque" et "probabilité." On dit que le risque nucléaire serait limité. C'est une contre-vérité absolue. Le risque se définit comme le produit de la probabilité par les conséquences. La probabilité de fusion d'un réacteur est faible (plus élevée pourtant que la chance de gagner au Lotto!), mais les conséquences sont incommensurables. Le risque est donc inacceptable.

coûterait probablement plus cher, car leur capacité est plus élevée. Mais, comme le note le Mouvement Ouvrier Chrétien, "ces montants sont largement couverts par les bénéfices attendus d'un prolongement des centrales, estimés par la CREG à 12 milliards d'Euros en cas de prolongation de 10 ans et à près de 17 milliards dans le cas d'une prolongation de 20 ans."² Notez-le bien: 12 à 17 milliards d'Euros de rente. Donc de surprofits, en plus des profits. Ceux-ci sont estimés à

27 milliards d'Euros pour Electrabel en cas d'une prolongation de 20 ans.³ La poule aux œufs d'or...

Rappel: Electrabel a payé en 2010 35 millions d'euros d'impôts sur un bénéfice de 808 millions (un taux d'imposition de 4,33%).⁴ Plus fort: en 2008, l'entreprise avait retouché 94 millions de l'Etat. En 2009, elle payait à peine 0,04% d'impôt (un demi-million d'euros sur un bénéfice d'un demi-milliard). Tout cela grâce à l'ingénierie fiscale, alors que le taux de base de l'impôt des sociétés s'élève à 33,99%. Dans ce contexte, la contribution d'Electrabel au budget de l'Etat, que Magnette propose de fixer à 250 millions/an, est en fait une bonne affaire pour les électriciens: elle leur permet de se présenter comme de généreux donateurs, alors qu'ils pillent la collectivité sans scrupules... Avec la complicité active du ministre PS, plus prompt à dénoncer les estimations de la rente par la CREG qu'à mettre en accusation GDF Suez et Albert Frère, son principal actionnaire privé.

Les mensonges de Magnette

Pour dissimuler son soutien à Electrabel, le "socialiste" Magnette fait comme si la prolongation des centrales était le meilleur choix du point de vue économique, social

et environnemental: "On peut décider de fermer quand même en 2015, mais il faut alors assumer d'être structurellement importateur d'électricité venant de France, où elle est produite à partir du nucléaire, et de construire très rapidement des centrales au gaz. Cela a un coût très important, demande des permis, et augmentera de façon importante nos émissions de CO2. (...) Le report de la fermeture répond à des impératifs pratiques et non idéologiques."⁵

C'était avant Fukushima. Après la catastrophe, le ministre a infléchi son discours pour se présenter comme un antinucléaire... obligé, contre son gré, d'essayer les plâtres des imperfections de la loi de 2003. "La loi de 2003 décrète la sortie du nucléaire. Elle ne l'organise pas. Elle a un défaut originel," déclarait-il sur les ondes de la RTBF. Pourquoi ne pas s'être attelé à corriger ce défaut, demande le journaliste? Réponse: "On était tout près avant la chute du gouvernement. Il a fallu un débat de 2,3 ans. Fukushima, de ce point

de vue, a eu un effet (...). Le principe de la sortie du nucléaire est réaffirmé et ça, c'est une bonne chose. Reste un débat technique et socio-économique sur le calendrier."⁶ Quel culot, de la part d'un homme qui n'a rien fait d'autre, pendant toutes ces années, que se coucher devant Electrabel!

Fukushima ou pas, la ligne du gouvernement belge reste inchangée: on prolonge la vie des centrales. On la prolonge au mépris de la vie des millions de gens dont la santé serait gravement affectée si un accident comme celui du Japon devait se produire à Doel ou à Tihange.⁷ On la prolonge en dépit du fait qu'il est possible de s'en passer. On écarte les alternatives parce qu'on refuse de mettre en question le productivisme et la dictature des sangsues capitalistes du secteur énergétique. On la prolonge pour "des impératifs pratiques et non idéologiques," comme dit Magnette. En effet. Sur ce point, nous sommes d'accord avec le ministre: d'idéologie, lui et ses collègues n'en ont pas plus que d'éthique dans le crâne d'un spéculateur. Seul compte pour ces gens "l'impératif pratique" du profit qui, faute de révolte sociale, condamne l'humanité à d'autres Tchernobyl, d'autres Fukushima. ■

1 Le Soir, 4/4/2011

2 MOC, "Motion relative à la production d'électricité et à l'énergie nucléaire" (BP du 16 juin 2011)

3 Trends, 23/9/2009

4 De Morgen 23/5/2011

5 La Libre, 11 et 15/5/2010

6 RTBF, *Matin Première*, 28/6/2011

7 Declan Butler dans *Nature*, 21 avril 2011

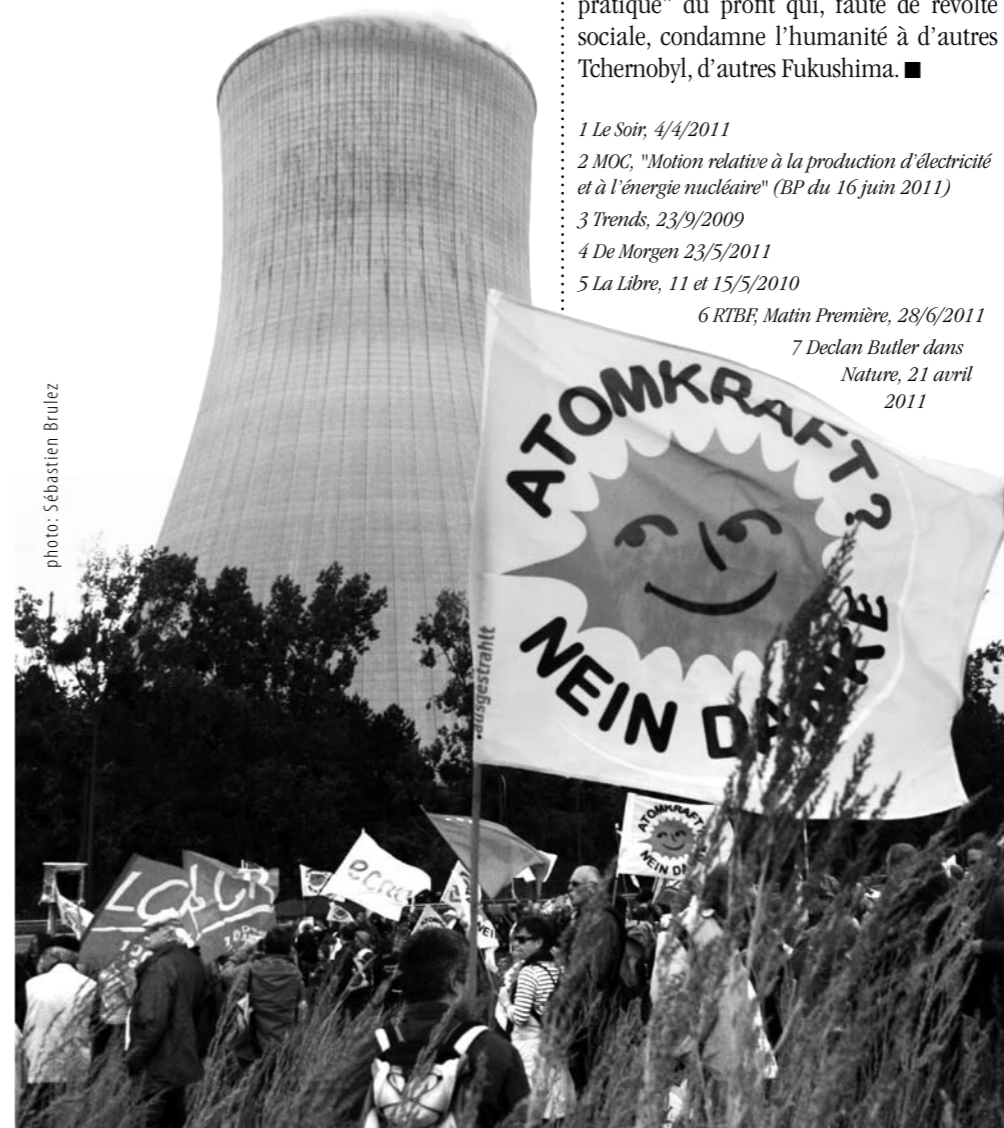


photo: Sébastien Brulez

On peut s'en passer... mais pas sans mesures anti-capitalistes!

Plusieurs études montrent la possibilité de sortir du nucléaire. Les lecteurs intéressés se référeront utilement à celle que l'APERE a réalisée à la demande du GRAPPE, ou à celle que "Zero Emissions solutions" a produite à la demande de Greenpeace. D'une manière générale, cependant, ces travaux ont une faiblesse: ils sous-estiment les objectifs climatiques. En effet, ils s'inscrivent dans le cadre du "paquet énergie climat" de l'Union Européenne, qui vise une réduction des émissions de gaz à effet de serre de 20% en 2020. Un objectif insuffisant. Pour avoir une chance de ne pas trop dépasser 2°C de réchauffement, il convient, selon le GIEC, d'atteindre 25 à 40%. Les 40% s'imposent, vu la sous-estimation de la dislocation des calottes glaciaires.

Au niveau de l'UE, selon le scénario "Energy Revolution" réalisé par des spécialistes allemands, sortir du nucléaire tout en sauvant le climat nécessite de réduire de moitié, au moins, la demande finale d'énergie. Ce n'est pas possible sans une remise en cause du productivisme et du profit. Cela implique notamment la nationalisation sans indemnités du secteur énergétique. Le pouvoir de GDF-Suez, E.ON, RWE, etc. doit être brisé. Les richesses accumulées par les trusts doivent être transférées au secteur public. Lui seul peut mener une transition aux renouvelables qui soit socialement juste et écologiquement efficace. ■

Une rivière de bénéfiques

↳ par Louis Verheyden*

Chères amies, chers amis,
Nous sommes 2000, c'est un nouveau succès, après la manifestation réussie du 24 avril. C'est un encouragement à celles et ceux qui veulent organiser une grande manifestation à Bruxelles le dimanche 11 mars prochain, un an jour pour jour après la catastrophe de Fukushima.

J'ai reconnu ici plusieurs personnes qui ont participé aux manifestations des années '70 à Doel et à Chooz contre la construction des centrales. Nous avons été ignorés, puis tabassés et gazés et enfin traités d'imbéciles. Les hauts responsables d'Electrabel et du gouvernement nous disaient qu'en 2000 le problème des déchets serait résolu et qu'on constaterait alors qu'il n'y aurait pas eu un seul accident nucléaire.

Malheureusement, nous avons raison en 1970 et nous avons incontestablement raison aujourd'hui. Nous sommes en 2011, et malgré des recherches très largement subventionnées par le secteur public, il n'y a pas de solution pour les déchets nucléaires. Je vous demande d'avoir une pensée pour l'ouvrier de la centrale de Marcoule qui l'a payé de sa vie. Nous sommes de tout cœur avec les personnes qui participent en ce moment même au festival de Bure pour exiger un moratoire sur l'enfouissement des déchets nucléaires dans cette localité comme ailleurs.

Quant aux accidents, nous avons une tâche sacrée: résister à l'oubli. N'oublions jamais la catastrophe de Tchernobyl, le 26 avril 1986, ni les mensonges à propos des nuages radioactifs

qui s'arrêtent aux frontières. N'oublions jamais la catastrophe de Fukushima, le 11 mars 2011. Et n'oublions pas l'accident nucléaire à l'Institut des Radio-Elements à Fleurus, en Belgique, en août 2008, classé 3 sur l'échelle de gravité INES qui compte 7 degrés. C'est donc possible chez nous! C'est d'autant plus possible que, sous nos pieds, une faille géologique a provoqué le tremblement de terre de novembre 1983 à Liège, d'une magnitude de 4,7 sur l'échelle de Richter. Un séisme dans la même région a atteint 6,3 sur cette échelle en 1692. Qui nous garantit que cela ne se reproduira pas? Les mêmes qui ont calculé la hauteur maximale des tsunamis à Fukushima?

La probabilité de vivre cet événement sismique est effectivement faible. Mais, quand cela se produira – et cela se produira un jour – et si, à ce moment-là, il y a encore un réacteur en activité, il faudra évacuer 5,7 millions de personnes. C'est pour cela qu'il y a parmi nous des manifestants allemands et néerlandais. Car une catastrophe nucléaire ne connaît pas de frontières. Notre résistance non plus!

Nous voulons réduire ce risque, maintenant. Nucléaire Stop exige la fermeture immédiate des trois plus vieux réacteurs: Tihange 1 mais aussi Doel 1 et Doel 2 situés en pleine zone SEVESO, entourés de raffineries de pétrole et d'usines chimiques. S'il y a une catastrophe dans un de ces réacteurs ce ne sont pas 5 mais 9 millions de personnes qu'il faudra évacuer!

Ces trois vieux réacteurs, qui datent de 1975, produisent ensemble 1800 Mwat électriques par an, alors qu'Electrabel dispose actuellement d'une surcapacité de 2800 Megawatt! Ils produisent ensemble moins d'un tiers de l'électricité nucléaire belge. Le nucléaire produit la moitié de l'électricité. L'électricité délivre 20 % de l'énergie en Belgique.

Il s'agit donc aujourd'hui de débrancher un tiers de la moitié d'un cinquième de la production d'énergie nationale: 3% du total. Est-ce que cela nous ramènera à l'âge de la bougie? Non. Est-ce que cela diminuera les bénéfices d'Electrabel? Oui, car le KW nucléaire provenant d'un réacteur amorti financièrement est très bon marché pour Electrabel, qui le revend très cher aux ménages puisqu'il est seul producteur. La centrale derrière moi ne produit pas uniquement de l'électricité: elle produit aussi une rivière de bénéfiques! Voilà pourquoi Tihange 1 fonctionne encore!

Nous défendrons la loi de sortie du nucléaire contre ceux, le Ministre Magnette et Electrabel qui veulent reporter la sortie du nucléaire. Mais nous voulons aller plus loin, avec la fermeture immédiate des trois réacteurs les plus âgés et la fermeture des autres réacteurs aussi vite que techniquement possible. Nous voulons un plan pluriannuel de politique énergétique résolument tourné vers l'isolation thermique des bâtiments, vers l'augmentation de l'efficacité énergétique et vers les énergies renouvelables, avec un réseau intelligent et décentralisé. C'est parfaitement réalisable et doit se faire rapidement, sans tenir compte de la cupidité des grands actionnaires d'Electrabel.

Merci de m'avoir écouté. Rendez-vous le dimanche 11 mars 2012, construisez dès demain des comités de mobilisation dans votre école, votre quartier, votre village et amenez vos amis! ■

* Intervention de notre camarade Louis Verheyden au meeting lors de la manifestation antinucléaire internationale, le 17 septembre à Tihange.

photo: Sébastien Brûlez

Mobilisation antinucléaire: ce n'est qu'un début, le combat continue!



↳ par Louis Verheyden et la rédaction

La manifestation organisée à Tihange le 17 septembre à l'initiative du réseau belge "Nucléaire Stop" a été un succès éclatant. Pour rappel, une coordination internationale s'était mise sur pied à partir de "Nucléaire Stop" et d'Inter-Environnement Wallonie pour la Belgique; elle a inclus l'Aktionsbündnis gegen Atomenergie Aachen pour l'Allemagne et la Landelijk Platform tegen Kernenergie des Pays-Bas.

Il y avait le nombre et la manière. Nous étions nombreux: environ 1500 - 2000 selon le Journal Télévisé de la RTBF. L'organisation était impeccable. Pas un seul incident signalé, alors qu'il y avait des policiers en hélicoptère, en bateau, en civil dans la manif, autour de la manif en autopompe et des cars de robocops prêts à en découdre. Malgré toutes ces provocations, une ambiance familiale, festive et radicale.

L'écho médiatique a été important: un sujet de vingt secondes (c'est beaucoup) à RTL, un titre et un sujet d'une minute à la RTBF. De nombreux journalistes de la presse écrite étaient présents. Pierre Titeux, notre porte-parole francophone a donné de nombreuses interviews, et du côté flamand j'en ai donné deux.

Il faudra tirer les enseignements politiques de cette manif. Attitude du PS: à travers l'autorisation tardive et le choix de l'itinéraire le long des quais, on voit bien de quel côté ils se trouvent,

ces "socialistes." Attitude d'ECOLO: Javaux et Darras présents ainsi que de nombreux militants de base, mais on a senti les Verts surtout désireux de montrer que la lutte contre le nucléaire est leur combat, voire leur chasse gardée. Absence des syndicats, mais présence de quelques syndicalistes. Présence des forces radicales du mouvement climat, de la gauche politique et des écologistes radicaux. Manque de mobilisation belge comparée à la présence allemande. Perspective de collaboration internationale soutenue avec les allemands surtout. Présence symbolique forte mais trop peu nombreuse d'ami(e)s flamand(e)s et néerlandais(es)...

Excellentes prestations culturelles, aussi bien musicales que théâtrales. Excellente organisation, avant tout des amiEs allemands (cuisine, camion, sono, banderoles, imprimerie...)

La perspective d'une collaboration fructueuse vers le 11 mars 2012 est ouverte.

La LCR était bien présente à ce rendez-vous pour affirmer que "des alternatives, il y en a, mais le capitalisme n'en veut pas!" et qu'il n'y a "qu'une seule solution, la dénucléarisation!" Nos amis du groupe d'action théâtral liégeois avaient préparé un sketch et quelques belles reprises de

chansons. Nous reproduisons ci-dessous l'une d'entre elles: "BOUM, quand une centrale fait BOUM!" A mémoriser en vue du 11 mars 2012! ■

BOUM, Quand une centrale fait BOUM! (Sur l'air de Boum, Quand notre cœur fait Boum de Charles Trenet)

*Les oiseaux chantent à Fukushima
Le soleil se lève sur Hiroshima
Les bébés babillent à Tchernobyl
On nous prend vraiment
pour des débiles*

BOUM

*Quand une centrale fait BOUM
Tout avec elle fait BOUM
Et c'est la mort qui s'éveille*

*Et aujourd'hui plus d'oiseaux
dans le ciel*

*Des poissons gonflés au plutonium
Et des enfants naissent sans cervelle
Nous disons merci à l'uranium*

BOUM

*Quand une centrale fait BOUM
Tout avec elle fait BOUM
Et c'est la mort qui s'éveille*

*Une centrale c'est joli c'est charmant
Ca illumine le ciel et la terre
Générateur de profits éclatants
Elle rend le sourire aux actionnaires*

BOUM

*Quand une centrale fait BOUM
Tout avec elle fait BOUM
Et c'est la mort qui s'éveille*



Un an après les inondations, le combat des femmes

par Busbra Khaliq

Il y a un an, au cours des mois de juillet-août, les eaux qui ont ravagé le sud du Pakistan ont mis du temps à se retirer. Bien que les camps de tentes de fortune aient disparu du bord des routes, le retour à une vie normale demeure un défi. Des milliers de personnes sont dans une lutte quotidienne pour subvenir aux besoins de leur famille et retrouver des moyens de subsistance. Alors que la mousson est de retour, le traumatisme et les difficultés économiques persistent. Les victimes de l'an dernier luttent pour se relever et d'autres craignent que les dérèglements climatiques ne causent de nouvelles inondations.

Les femmes particulièrement touchées

Les dégâts engendrés par les inondations de 2010 sont sans précédent dans l'histoire du Pakistan. Près de 2 000 personnes ont trouvé la mort, une vingtaine de millions ont été touchées ou déplacées et 1/5 du territoire s'est retrouvé sous les eaux. Les pluies diluviennes ont causé une catastrophe jamais vue dans un pays déjà ébranlé par les conséquences de la guerre contre le terrorisme menée par les États-Unis. Un an après, le constat est maussade.

La plupart des réfugiés sont retournés dans leurs foyers, mais on sait peu des conditions misérables dans lesquelles ils vivent et de leur lutte quotidienne contre les terribles conséquences des inondations sur leurs vies et leurs moyens de subsistance. Les femmes sont particulièrement touchées et doivent toujours faire face un an

après à de nombreux problèmes. Alors que les maris et les hommes des familles pauvres s'efforcent de trouver un gagne-pain comme travailleurs journaliers, les femmes sont attelées à la reconstruction de leur maison. Dans les petits villages, on voit les femmes faire des travaux de maçonnerie et enduire leurs maisons aux murs de boue à moitié cimentées. Celles qui ont terminé ce travail de reconstruction sont aux champs pour aider leurs maris. Elles ne semblent avoir que très peu de répit et de repos.

Ce qu'elles ont perdu a été remplacé à un prix supérieur ou ne l'a pas été du tout. Beaucoup de filles en âge de se marier ayant perdu leur dot et leurs biens de valeur essaient de la reconstituer afin de pouvoir se marier. Face à ce problème, une nouvelle culture de mariages collectifs, inconnue jusque-là dans ces régions, gagne du terrain. Malheureusement, ce phénomène donne

lieu à une augmentation des mariages de très jeunes filles. Cette tradition existait déjà au Pakistan auparavant, mais les circonstances nées des inondations ont renforcé cette tendance. Il faut stopper ce mouvement et le seul moyen de s'attaquer au phénomène est de mettre en place des programmes de lutte contre la pauvreté ciblés sur les femmes. Ainsi, tout projet d'allocation de terres de l'État et de distribution de bétail aux femmes pauvres serait d'une grande aide pour faire face à cette pratique.

Discriminations

Un autre problème généralement négligé concerne la santé des femmes. Pendant les inondations, les femmes enceintes ont pu avoir accès à des soins prénataux et postnataux fournis dans les camps de médecine d'urgence; la phase de secours d'urgence achevée, ces femmes se sont retrouvées sans soins et exposées à des problèmes de santé reproductive. De plus, l'absence d'une alimentation saine et suffisante confronte les femmes et les enfants à des carences nutritionnelles. Ceux qui ont perdu leur bétail sont de fait privés de lait et d'une source pérenne de moyens de subsistance.

Les indemnités du gouvernement ont été distribuées de manière inégale. Les veuves et les femmes chefs de famille ont souffert de discriminations dans la distribution des cartes Watan (donnant droit à une aide monétaire) et dans les programmes de réhabilitation. Malgré des déclarations ronflantes, après un an le gouvernement n'est pas parvenu à réduire la vulnérabilité croissante des femmes vis-à-vis de la pauvreté, et les promesses de quelque 600 millions de dollars d'aide des bailleurs n'ont pas été tenues. Résultat: des moyens de subsistance restreints qui, couplés à des hausses des prix, ont un effet désastreux sur les familles et les femmes pauvres.

Des rumeurs d'inondations importantes mettent les habitants à cran. Dans certaines zones proches de l'Indus, les gens passent des nuits sans sommeil. "C'est une torture mentale d'entendre dire qu'il pourrait de nouveau y avoir des inondations à cause des pluies de mousson," confie Parveen, qui se démène pour reconstruire sa maison endommagée. ■

Traduction: Stéphanie Jacquemont pour le CADTM.

Paroles de femmes

Dera Shahwala est un petit village du district de Muzaffargarh, une des zones les plus touchées du sud du Pendjab. Les travaux pour réaménager les routes, les digues et les canaux ont été effectués, mais il reste à résoudre la question des moyens de subsistance. Une des principales sources de revenus pour les femmes pauvres sans terre de cette région est la cueillette du coton. Avec la perte des récoltes, elles n'ont pu trouver d'alternatives. Dans certains cas, les terres ont été recouvertes de sable et ne pourront plus être cultivées. Paysans sans ressources et cueilleuses de coton sans revenus...

Myriam Bibi se souvient que l'eau a tout balayé dans sa maison. Elle vit désormais dans une petite pièce fraîchement reconstruite, ses enfants ont été envoyés chez des proches.

Elle reconstruit sa maison brique par brique avec l'aide de son mari après sa journée de travail. Les travaux progressent lentement, la maison a des allures de ruines sans toit. "Des proches et des amis nous aident, mais tout le monde n'a pas cette chance. C'est très difficile de reconstruire nos vies," témoigne-t-elle. ■

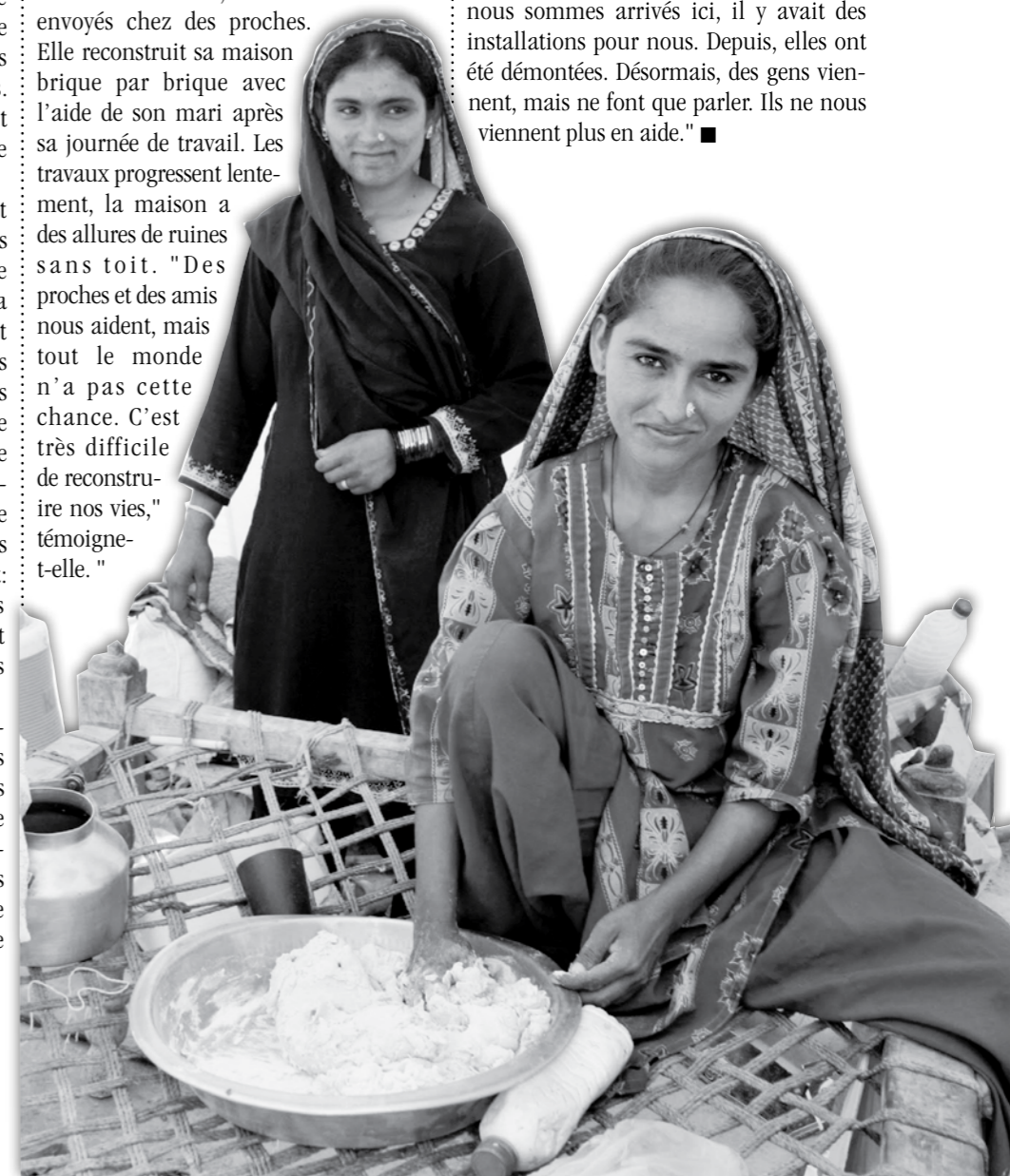
Je ne pense pas que ma maison sera terminée avant deux ou trois ans."

Aysha Bibi, une jeune mère de cinq enfants et épouse d'un travailleur agricole, nous explique que les inondations ont été profondément discriminatoires dans la manière dont elles ont touché les populations. Tou-te-s n'ont pas été affecté-e-s de la même manière. "Nous avons perdu notre foyer et notre unique vache. Nous ne pouvons pas en racheter une. Je ne peux pas donner de lait à mes enfants. Tout l'argent que nous gagnons va à la reconstruction de notre maison."

Zohra Begum explique qu'elle et les six autres membres de sa famille sont partis suite aux inondations. "Nous avons un petit lopin de terre où ma fille de 16 ans et moi-même devons travailler dur pour aider mon mari. Nous devons de l'argent à nos proches. Mes deux enfants qui allaient à l'école doivent rester à la maison pour surveiller leurs frères et sœurs. Quand nous sommes arrivés ici, il y avait des installations pour nous. Depuis, elles ont été démontées. Désormais, des gens viennent, mais ne font que parler. Ils ne nous viennent plus en aide." ■



photos: www.khalidbrohi.blogspot.com et www.pdipakistan.blogspot.com



Un camp international très réussi

♦ par Esteban et Martin

Pendant la dernière semaine de juillet s'est déroulé, dans le sud de la France, le 28e camp international des jeunes anti-capitalistes de la IVe Internationale.

Le petit village de Fumel a accueilli cet évènement annuel permettant le rassemblement de près de 500 jeunes dans un espace de formation et de mise en pratique, dans la mesure du possible, des idéaux auxquels nous sommes attachés.

Parmi les particularités qui définissent ce camp, il faut tout d'abord citer qu'il est principalement géré par les jeunes des organisations politiques qui participent à la rencontre dans une optique autogestionnaire. Tant en ce qui concerne les aspects pratiques de l'organisation que pour les formations politiques, ce sont les jeunes qui prennent en charge le bon déroulement du séjour. Par ailleurs, dans le but de réduire les différences économiques entre pays, une monnaie interne au camp, appelée "communard" cette année, vise à éliminer les inégalités de pouvoir d'achat générées par l'économie de marché capitaliste. Les consommations sont ainsi censées être également accessibles à tout le monde dans l'enceinte du camp.

Mais au-delà de l'organisation, le camp est surtout un endroit permettant aux jeunes de nombreux pays différents de se rencontrer et d'avoir un aperçu de la situation politique internationale à travers de rencontres avec les jeunes d'autres

organisations. Cela nous permet de prendre conscience des luttes qui sont menées dans les autres pays, ce qui peut nous inspirer pour les luttes dans lesquelles nous sommes impliqués quotidiennement. D'autant plus que les témoignages proviennent de jeunes qui subissent souvent les mêmes oppressions en raison de la place particulière réservée à la jeunesse dans le système capitaliste. Ainsi, l'enrichissement conséquent de ces interactions nous a permis d'élargir nos réseaux sociaux bien au-delà des frontières au sein desquelles certains veulent nous faire croire qu'est limité notre objectif politique.

Parmi les pays représentés, beaucoup de pays européens dont la France, l'Espagne, l'Italie, l'Autriche, le Portugal, la Pologne, la Grèce ou encore le Danemark et bien évidemment la Belgique. Mais au-delà, nous avons aussi eu l'opportunité d'accueillir des camarades mexicains, irakiens et tunisiens. Ces derniers ont d'ailleurs eu la possibilité de nous transmettre leurs impressions par rapport à la toute récente révolution tunisienne qui a déclenché une vague de protestations ressentie jusqu'en Europe occidentale avec le mouvement des Indigné-e-s qui refuse les politiques dégradantes, appliquées par une minorité au détriment de la majorité.



En ce qui concerne la délégation belge, nous étions particulièrement nombreux avec 35 jeunes de Bruxelles, Charleroi, Liège et d'ailleurs qui ont participé cette année. Ce groupe très hétérogène, car formé de militant-e-s et de non-militant-e-s, francophones et néerlandophones, travailleurs/euses, étudiant-e-s ou chômeurs/euses s'est néanmoins fait remarquer par l'excellente ambiance qui y régnait. Contrairement aux délégations de beaucoup d'autres pays, il y avait plus de femmes – dont deux portant le foulard, une première pour le camp – que d'hommes dans notre délégation. Le séjour nous a de cette façon été très utile pour resserrer les liens entre jeunes anticapitalistes des différentes régions du "royaume." C'est ainsi que nous sommes rentrés en Belgique les piles remplies de motivation et d'indignation pour redémarrer une année militante avec la rentrée scolaire.

Rendez-vous l'année prochaine en Espagne pour le prochain camp! ■

photo: Slimane Rouge

photomontage: Little Shiva

DE LA DEFENSE D'AFFICHER

LCR

la gauche

Pour la liberté d'expression!

♦ par Guy Van Sinoy

En période électorale, la Ville de Bruxelles interdit le collage d'affiches électorales par les partis et impose de déposer celles-ci au service communal censé apposer les dites affiches. Mais il y a discrimination flagrante car les partis officiels reçoivent plusieurs panneaux tandis que les petites listes sont regroupées sur un seul panneau. Cette discrimination incite les petites listes à afficher au-delà du panneau qui leur est attribué.

Sur base d'un arrêté communal de 2007 destiné à lutter contre les "petites incivilités" (salissures, crottes de chiens, etc.) le Collège des Echevins (majorité PS-CDH)

inflige de lourdes amendes aux éditeurs responsables d'affiches ou d'autocollants apposés de manière non réglementaire. Il s'agit donc d'un détournement de l'esprit d'une loi prévue au départ pour lutter contre les petites incivilités et qui est utilisée contre la liberté d'expression.

Roland Nyns (Parti communiste), à titre d'éditeur responsable d'une affiche électorale de la liste unitaire PC-PSL-LCR-PH aux élections régionales de 2009, est taxé d'une amende de 1.050 euros (50 euros par affiche). Pierre Eyben (PC), à titre d'éditeur responsable de l'affiche du Front des Gauches (PC-PSL-LCR-PH-CAP-Vélorution) aux élections législatives de 2010, doit payer 1.200 euros. L'éditeur

responsable qui n'est, selon la loi, responsable que du contenu politique d'un écrit, est donc poursuivi pour des faits qu'il n'a pas commis personnellement.

Il s'agit d'une mesure d'intimidation contraire à la liberté d'expression. Car il faudra désormais avoir le portefeuille bien garni pour oser être éditeur responsable. Une campagne unitaire pour la défense de la liberté d'expression est en cours (interpellation des autorités communales, tracts, procès). Tout cela coûte – en plus des amendes! Soutenez cette campagne pour la liberté d'expression en versant un soutien financier sur le compte n° 523-0804542-02 (IBAN BE32 5230 8045 4202) de SOLIDARITE DEMOCRATIE. Merci! ■

Visitez notre site!

La Gauche émerge périodiquement du tourbillon de l'actualité pour vous proposer des articles sélectionnés en fonction de leur intérêt mais aussi de leur capacité à résister un tout petit peu aux assauts du temps qui passe. Ce que vous avez entre les mains n'est donc qu'un échantillon de

l'impressionnante production de notre courant politique. Pour en savoir plus, et pour bénéficier de commentaires en fonction de leur intérêt nous invitons à visiter régulièrement notre site web, www.lcr-lagauche.be. Vous y trouverez des analyses de l'actualité, des témoignages, des reportages,



www.lcr-lagauche.be

des articles théoriques, des échos de l'activité des militant-e-s de la LCR et de nos organisations sœurs dans le monde entier.

Une sélection, forcément arbitraire, de quelques articles mis en ligne récemment:

• Danemark: percée de l'Alliance Rouge Verte et

recul de la droite populiste par Inger V. Johansen;

• Palestine: résistance contre l'homophobie et l'occupation interview de Haneen Maikey;

• Taxer les riches? Chiche, mais attention à la poudre aux yeux par Ataulfo Riera;

• Les privatisations au service

du capital par Séraphin Lampion;

• 450.000 Israéliens dans les rues pour réclamer la justice sociale: 5 questions à Michel Warschawski";

• Quelles sont les causes de la famine? Moins de terre, plus de faim par Esther Vivas. ■

la gauche

K
H

